

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO
50^E ANNEE • SEPTEMBRE 2006

#25

Comprendre le monde pour le changer

Israël : Etat terroriste

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

UNE AUTRE GAUCHE

28 octobre: Journée pour une alternative
politique à gauche

COMITE VOOR EEN ANDERE POLITIEKI



De décembre 2004 à mars 2005, les travailleurs d'AGC-Fleurus (Splintex) ont mené un combat exemplaire contre le licenciement de 284 des leurs. Patronat, médias et autorités politiques se sont acharnés à décrire cette lutte comme étant celle d'une "minorité extrémiste", un combat d'arrière-garde archaïque salissant l'image de la Wallonie... Malgré tout cela et un soutien insuffisant des instances syndicales, les grévistes ont tenu bon pendant 105 jours de combats, de solidarité et de fraternité qui ont démontré avec éclat que la classe ouvrière était belle et bien vivante et la lutte des classes plus que jamais actuelle. Plus d'un an après ces événements, 28 grévistes de Splintex et 5 de leurs compagnes nous livrent dans un ouvrage leur témoignage sur ce qu'ils et elles ont vécu au cours de ce conflit mémorable. PAR ATAULFO RIERA

DES HOMMES...

COMBAT DE 105 JOURS

SPLINTEX Un COMBAT un livre

Ce samedi 2 septembre, la salle du Foyer Jacquet à Roux, dans la banlieue de Charleroi, s'emplit des retrouvailles de travailleurs et d'ex-travailleurs de Splintex et de leurs familles pour la présentation de l'ouvrage collectif intitulé "Splintex. Des hommes... un combat de 105 jours". Cet ouvrage est préfacé par notre camarade André Henry et a été coordonné par l'infatigable Jeanine Tips.

Jeanine, ouvrière au chômage et militante de gauche, fut la *pasionaria* du conflit qu'elle a vécu quotidiennement aux côtés des grévistes tout au long de leur lutte et au-delà. Elle ne tarit pas d'admiration pour ces ouvriers: "Quand les gens sont prêts à se battre, ils peuvent aller très loin. Ils savaient tous ce qu'ils risquaient en luttant et pourtant ils se sont battus !" Il est extrêmement précieux que des travailleurs, après une telle grève, en retirent collectivement une expérience, des leçons, et transmettent leur témoignage aux autres. Jeanine nous explique comment un tel ouvrage à vu le jour: "Pendant la grève, les ouvriers me racontaient des choses de manière très ouverte, peut-être parce que je n'étais plus dans une organisation. Je prenais quelques notes et Nadine Rosa-Rosso m'a suggéré d'en faire un livre. Après la grève, on a commencé les interviews. Ils ont dit ce qu'ils voulaient dire. Ils ont relu les textes et modifié ce qu'ils souhaitaient. Ces témoignages sont importants, surtout en direction de ceux qui sont seuls face aux patrons. C'est pour moi la principale leçon de ce conflit, leur lutte est un chemin pour le futur".

L'importance d'apporter leur version des faits, surtout au regard de la version médiatique, est fortement ressentie par tous les ex-grévistes. Eric, 46 ans et 14

ans de travail à AGC Fleurus, était "un bon élément" au travail. La grève, il l'a pourtant suivie "à fond" et il a été licencié. "J'avais des choses à dire que je n'avais pas pu exprimer à ce moment là. Je voulais faire savoir ce qui s'est réellement passé, pas ce que les médias ont raconté. On a donc voulu avant tout témoigner. Et s'il fallait transmettre quelque chose aux autres travailleurs avec ce livre, c'est bien de se méfier de tout le monde, de ne compter que sur soi-même et la solidarité des autres travailleurs". Cette solidarité de classe, Vicente, délégué SETCa à AGC et auteur des poèmes publiés dans le livre, ne l'oubliera jamais: "La grève s'est terminée par un constat d'échec. Mais il faut retenir la solidarité de partout dans le pays. Il faut absolument retenir ça !"

Chaleureusement applaudis par l'assistance, plusieurs grévistes qui ont contribué au livre ont pris successivement la parole pour exprimer avec cœur ce qu'a représenté pour eux cette lutte et la fierté d'y avoir participé. Stelio se souvient: "A l'usine, avant la grève, on me prenait pour un robot. C'est la grève qui m'a ouvert les yeux. Et maintenant, je suis une machine de guerre !". Vincent: "Il faut dire non à ce capitalisme sauvage, à cette mondialisation !". Pour Alain, 14 ans à AGC et qui a participé au dernier Forum social européen à Athènes grâce au soutien du groupe de la GUE au Parlement européen, "Il ne faut pas répéter les erreurs qu'on a commises. Car c'est possible de vaincre une multinationale !". Pour Enzo, l'une de ces erreurs c'est de ne pas avoir occupé l'usine. De plus, "une grève c'est comme un match de foot. Il ne suffit pas d'avoir une très bonne équipe, il faut aussi avoir un bon entraîneur. Notre équipe, c'était des lions, mais il y a

eu des failles au niveau du syndicat".

André Henry interviendra pour rappeler les combats antérieurs dans le secteur du verre dans la région et les victoires obtenues grâce à ce qu'il appelle "l'infrastructure organisationnelle de la grève": l'occupation d'usine et l'élection de comités de grève. Cette infrastructure a été absente à Splintex, mais non par manque de courage ou de détermination car, à ce niveau, la continuité a été exemplaire: "Je suis heureux et fier que les travailleurs de Splintex se soient battus avec le même courage et dignité qu'il y a 30 ans !"... Et de rendre hommage à Enzo, qui a cumulé depuis 1971 -notamment au côté d'André lorsqu'il fut délégué principal à Glaverbel- près de 400 jours de grève ! Chapeau bas !

Paul-Emile Dupret, conseiller au groupe de la GUE du Parlement européen et membre du secrétariat d'Une Autre Gauche, prendra la parole pour exprimer sa solidarité et évoquer son engagement dans la construction d'une nouvelle force politique à gauche qui défende réellement les intérêts des travailleurs.

Après une "standing ovation" en hommage aux femmes des grévistes, Jeanine souligna avec beaucoup de sincérité et d'émotion les valeurs de solidarité, de camaraderie et de fraternité qui incarnent une telle grève et qui constituent l'opposé d'une société faite de repli sur soi et de marchandisation des rapports humains. "Les grévistes ne se vendent pas, ne s'achètent pas !" ■

"Splintex. Des hommes... un combat de 105 jours". Contradictions, 2006, 140 pages, 12 euros. Pour obtenir l'ouvrage: Jeanine Tips, 82/2 Sentier de Montrou, 6200 Bouffloulx, 0478/49.02.36, jeanine-tips@scarlet.be

Les élections du 08 octobre approchent à grands pas et la propagande électorale des partis traditionnels, dont les slogans creux et vagues inondent à nouveau nos rues, bat son plein. Elections de "proximité" oblige, tous n'ont que les mots "à l'écoute du citoyen", ou "proche des gens" formulés la bouche en cul de poule. Mais aucun de ces partis ne remet cause les politiques néolibérales et d'austérité qui, au niveau communal également, génèrent misère, précarité et exclusion pour le plus grand profit de l'extrême droite. Dans de nombreuses communes, la prestation de services locaux est privatisée, le travail social de quartier est raboté au profit de la police et de la répression, les délais pour obtenir des logements sociaux se rallongent tandis que le "marché" du logement est entièrement déterminé par la "libre" concurrence privée. Le personnel communal connaît lui aussi des réductions d'effectifs et de dégradation des conditions de travail, notamment par l'appel à la sous-traitance privée. Dans de

d'ailleurs ensemble une importante activité publique le 28 octobre prochain à l'ULB. A cette rencontre, la question d'une éventuelle participation aux élections législatives de juin 2007 sera posée. Il est clair, selon nous, que toute tentative de recomposition politique à gauche qui se respecte ne peut éviter le terrain électoral, même si ce dernier ne doit bien entendu pas constituer son unique raison d'être. Mais dans le court terme, ces deux initiatives nées il y a quelques mois à peine ont décidé, à juste titre, de ne pas se précipiter sur le terrain électoral en présentant des listes dès le 8 octobre.

Pour ces élections communales, le POS appelle de manière générale à voter pour des listes ou des candidat/es de gauche et/ou anticapitalistes qui s'opposent avec cohérence et clarté au néolibéralisme et qui portent les revendications du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux. Si le POS ne participera pas en tant que parti à ces élections, une dizaine de nos camarades

Votez contre le néolibéralisme!

nombreuses villes progresse la formule des Partenariats public-privé (PPP) dont le secteur privé sort toujours gagnant puisqu'il ne s'agit pas d'autre chose que de socialiser les pertes et de privatiser les profits.

Malgré tout cela, l'emploi, le logement, la santé, l'éducation, la qualité des services publics, le bien-être, sont relégués au second plan, dominés par les querelles communautaires et une paranoïa sécuritaire savamment orchestrées. Une manière commode, pour le PS, de faire oublier ses scandales de corruption à répétition et, pour tous les autres, d'occulter la dégradation continue des conditions d'existence dont ils sont responsables, activement ou passivement.

Dans ces élections communales, l'absence d'une réelle force alternative de gauche, large et unitaire sera à nouveau criante. Or, seule une telle force en rupture avec le néolibéralisme des partis traditionnels peut contre-balancer efficacement l'extrême droite. Cette absence doit renforcer la volonté d'œuvrer à son émergence qui est, nous l'espérons, sur la bonne voie grâce à des initiatives telles que le Comité pour une autre politique en Flandre et Une Autre Gauche en Belgique francophone. Ces deux initiatives organisent

seront présent/es sur des listes diverses en fonction des réalités locales et nous vous appelons à voter pour eux/elles. En Belgique francophone, Freddy Dewille, délégué CSC-Transcom, l'un des initiateurs d'Une Autre Gauche et conseiller communal à Anderlues, se représente en 1^e place sur la liste alternative locale "GAUCHE". A Saint-Nicolas, France Arets, animatrice du CRACPE, sera candidate d'ouverture sur la liste Ecolo locale en tant que membre du POS et en pleine autonomie. A Forest, Hamel Puissant (3^e place), animateur socio-culturel, et l'auteur de ces lignes, seront présents sur la liste "Alternative Forestoise", une liste de gauche composée de nombreux/euses candidat/es issu/es de l'immigration et de l'associatif. En Flandre, 5 de nos camarades seront également présent/es sur des listes à Zaventem (Jean-Pierre Martens, liste Lef !), Malines (Bruno De Wit, liste Vanonderuit) et Louvain (David Dessers, Martine Oosterlinck, Jimmy Crispeyn, en bloc sur la liste Groen !).

Partout où ils/elles seront présent/es, nos camarades feront entendre la nécessité d'une rupture radicale avec le néolibéralisme et la nécessité de construire une nouvelle force politique à gauche de la social-démocratie et des verts, une nécessité qui commence aujourd'hui à prendre corps avec Une Autre Gauche et le Comité pour une autre politique. ■

la gauche

Journal du Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale - Mensuel édité par la Formation Léon Lesoil

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Manuel Abramovicz, Sébastien Brulez, Céline Caudron, Aline Dehasse, David Dessers, Chris Den Hond, Georges Dobbeleer, Francis Houart, Daniel Liebman, Matthias Lievens, Ataulfo Riera, Stéphanie Staiesse, Daniel Tanuro, Louis Verheyden, Dominique Waroquiez.

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

Depuis les années '70, des femmes belges ont mené une bataille cruciale et intense pour le droit à l'IVG (Interruption Volontaire de Grossesse). La loi dépénalisant l'avortement est définitivement d'application depuis 1991. Mais, en Belgique comme en Europe, le droit à l'IVG est mis de plus en plus sous pression. Des manifestations pour le "droit de vivre", comme celle du 25 juillet dernier à Bruxelles, sont apparues depuis un an dans toute l'Europe. Et dans certains pays européens l'avortement reste un crime, interdit et punissable par la loi. PAR BARBY*

POUR ou CONTRE l'avortement:



L'avortement: un acquis important mais menacé

Quand on parle du droit à l'IVG, il est facile de dire que celle qui est pour ce droit est pour l'avortement et contre la vie. Une IVG, même si elle est plus accessible aujourd'hui, n'est pour aucune femme un choix facile. Elle est souvent suivie par des problèmes psychologiques. Mais il est aussi problématique d'élever un enfant non désiré ou un enfant auquel on ne peut pas donner les soins nécessaires pour différentes raisons: la honte, le coût économique, la vie professionnelle, la fatigue, la peur... Toutes les femmes qui demandent l'IVG n'ont pas les mêmes droits: certaines ont plus d'argent que d'autres, certaines ont davantage d'enfants, certaines peuvent être très jeunes ou célibataires ou maltraitées, certaines n'ont pas de travail ou craignent de le perdre... Une IVG, quelle qu'en soit la raison, est en premier lieu le choix de la femme elle-même !

Quinze ans après la mise en vigueur de la loi en Belgique, de nouveaux débats surgissent où les points de vue et les discours de la droite extrême sont mis en avant: le droit du fœtus, la discussion autour du droit d'adoption pour les homosexuels et les lesbiennes, le débat sur l'euthanasie, les accouchements sous X... Il est important de se rappeler aujourd'hui les éléments de la lutte antérieure et de ne jamais les oublier. Car si ce droit acquis est menacé aujourd'hui, quelles seront les menaces qui nous attendront demain?

Les femmes, et des hommes comme le Docteur Peers, ont lutté parce que l'avortement était interdit et pénalisé par la loi dans un passé récent. Le droit à dis-

poser librement de son corps et à l'autonomie -"Baas in eigen buik" ("Maîtresse de son propre ventre")- était au centre du message des "Dolle Mina's"⁽¹⁾. Dès le début des années '70, les débats et discussions concernant le droit de décider soi-même d'avoir des enfants ou non, de sa sexualité, de sa grossesse étaient menés dans et par le mouvement féministe, avec les actions des Dolle Mina comme avant-garde.

Lors de l'arrestation en 1973 du Docteur namurois Peers pour la pratique d'avortements dans de bonnes conditions, le débat autour de l'IVG a fait irruption sur la place publique et dans l'agenda politique. La conséquence directe de son arrestation était la légalisation de la publicité pour les moyens de contraception. De nombreux hôpitaux et centres de planning pratiquaient ouvertement et dans de bonnes conditions des IVG. Entre 1981 et 1990, une dizaine de femmes et leurs médecins sont encore poursuivis. Il a encore fallu continuer le combat.

Avortement et contraception en Belgique aujourd'hui

Depuis 1991, l'IVG est légalisé et partiellement dépénalisé en Belgique. Bien que l'avortement figure toujours dans le Code Pénal, la loi Michiels-Lallemand permet l'IVG en certaines circonstances très précises. La femme doit se trouver dans une situation de détresse, l'IVG doit avoir lieu pendant les quatorze premières semaines de la grossesse, elle doit être informée des autres options et l'intervention doit se pratiquer par un médecin dans des conditions médicale-

ment correctes.

Sur base des chiffres de 2005, environ quinze mille femmes belges par an font appel à une IVG. La moitié des jeunes femmes âgées entre 15 et 19 ans qui ont subi une IVG n'avaient utilisé aucun moyen de contraception ni de protection. Pour les filles de moins de quinze ans, ce taux monte à deux tiers !

Impossible donc de parler de l'IVG sans entamer la discussion sur les différents moyens de contraception et l'éducation à la sexualité dans notre société. Mais il ne suffit pas de fournir une information compréhensible et de briser les tabous sociaux persistants et les mécanismes d'oppression des femmes; l'accès à la contraception doit rester ouvert à toutes les personnes.

Ces dernières années, le remboursement de "la pilule" par la Sécurité Sociale a été remis en question à plusieurs reprises. Sous la pression de quelques firmes pharmaceutiques, 90% des pilules contraceptives ont été rayées de la liste des médicaments remboursés en 2005. Cette situation était socialement inacceptable. Suite à une réaction politique (e.a. Demotte), un accord est intervenu avec ces firmes pharmaceutiques et tous les contraceptifs ont été réintégrés dans le système de rembourse-

ment dès le 1 janvier 2006 (en échange d'une diminution des contributions fiscales pour l'industrie pharmaceutique !). Cependant, cette attaque capitaliste reste une première et une véritable menace pour le droit des femmes de choisir librement (le moment) d'avoir ou non un enfant

Le droit à l'avortement: les "nouvelles" menaces

Le collectif belge "Papa, Maman et moi" a été conçu à l'origine dans le cadre d'une campagne contre le projet de loi autorisant l'adoption par les couples homosexuels. Pour sa campagne de 2006, ce collectif a décidé de défendre le "Droit à la Vie" et a organisé la première "Journée européenne pour la Vie" (avec un grand V bien sûr) le 25 juillet au Palais de Justice de Bruxelles. Une troisième marche européenne est déjà annoncée pour le dimanche 21 janvier 2007 à Paris par le collectif français "30 ans, ça suffit" (30 ans de loi Veil).

Par le passé, les campagnes contre la dépénalisation de l'IVG en Belgique étaient surtout l'œuvre du lobby "Pro Vitae". Et aujourd'hui, qui se regroupe derrière cet appel ? L'éditeur responsable du tract de "papa maman et moi" est le cofondateur et porte-parole du Front Nouveau de Belgique. Lors des élections de 1999, il appelait à voter "FN" et depuis lors il est le partenaire officiel du parti fasciste français. Lors du défilé Gay Pride, il a organisé une campagne d'affichage homophobe à Bruxelles. L'appel à manifester a été signé par l'Association Catholique des Infirmières, la Ligue des Familles Polonaises (de Pologne), Laissez-les Vivre/SOS Futures Mères (France), Civitas Belgique, un ambassadeur pensionné belge, un chercheur CNRS français, Yves de Seny (sénateur pensionné PSC-CdH) et d'autres.

Il s'agit clairement d'un ramassis bigarré de chrétiens de la droite extrême. En plus de cette manifestation, certains de ces groupuscules organisent des débats, des exposés et des formations dans les écoles, avec le soutien d'images de propagande poignantes et des témoignages de "survivants" d'IVG. Ces groupes n'appellent pas uniquement pour la criminalisation de l'avortement, mais ils sont

aussi contre son remboursement par l'INAMI. En plus, ils sont opposés au stérilet et à la pilule du lendemain, tout cela en agissant au nom de la bioéthique. De nombreuses personnes qui soutiennent ces groupes dirigent le débat sur le "droit à la Vie" jusqu'aux échelons les plus élevés de l'Etat.

En décembre 2005, cinq collaborateurs et collaboratrices (deux médecins et trois assistant-e-s) du centre de planning familial CEVO d'Ostende ont été convoqué-e-s au Tribunal Correctionnel de Bruges. En 2001 une fille de quatorze ans leur avait demandé un avortement. Parce que sa grossesse était trop avancée, le délai légal de six jours entre la première consultation et l'IVG ne pouvait être respecté. Selon le CEVO et l'équipe qui a pratiqué l'IVG, il s'agissait d'un cas de force majeure justifiant une entorse à la légalité. Le parquet en a fait une question de principe. En février 2006, l'équipe a été acquittée sur toute la ligne. Alors qu'à Bruges ce procès eut lieu sous les feux des médias, le GACEPHA, l'association francophone des centres pratiquant l'IVG, a manifesté en faveur d'un allongement du délai maximum légal entre la conception et l'intervention. Trop de femmes belges se dirigent encore vers les Pays-Bas ou le Royaume-Uni parce que ce délai légal est plus long. Mais, clairement, seules les femmes qui disposent de ressources suffisantes peuvent concrètement choisir cette option.

Pendant la campagne autour de la Constitution européenne de 2005, la place croissante des églises dans le projet constitutionnel devenait limpide. D'un côté, le droit à l'avortement n'est nullement présent dans le texte. De l'autre, des figures comme le Cardinal Trujillo ont pu prendre la parole à plusieurs reprises pour transformer des résolutions du Parlement européen en faveur du droit à l'IVG en délit.

Fin 2005, une exposition contre le droit à l'IVG était montée dans le Parlement européen. L'IVG y était comparée à la Shoah. L'expo était organisée par l'ultra-conservatrice Ligue des Familles Polonaises avec l'appui de l'Eglise Catholique polonaise, l'Association polonaise de la protection de la vie

humaine et quelques députés polonais. Quand l'expo a été enlevée, les organisateurs ont crié à l'atteinte à la libre expression. Les eurodéputé-e-s qui répliquaient étaient qualifié-e-s de "nazis".

Pendant sa visite en Espagne en juillet 2006, le pape Benoît XVI soulignait encore l'importance de la famille traditionnelle. Ses paroles étaient une attaque directe contre le gouvernement espagnol actuel qui a approuvé les mariages entre homos ou lesbiennes et le droit à l'avortement.

Chaque année, vingt mille femmes portugaises doivent encore avoir recours à l'avortement clandestin. A cause de cette situation, quelques milliers d'entre elles se retrouvent hospitalisées avec des complications. Une dizaine d'entre elles décèdent suite à une IVG pratiquée dans de mauvaises conditions. Début 2007, le Portugal organisera un nouveau référendum sur la question du droit à l'IVG. Le résultat du vote ne sera valable que si la moitié des citoyens y participent. Lors d'un référendum similaire en 1998, seul 30 % du corps électoral s'est présenté, dont 51 % s'est prononcé contre la légalisation.

Le droit à l'IVG est chaque jour davantage sous pression. Mais de nombreuses femmes ne se soucient plus guère de cette lutte et des attaques contre ce droit acquis. C'est là que réside la menace la plus grande et la plus dangereuse ! ■

Soutenez et signez la pétition contre les attaques sur le droit à l'avortement :
www.petitiononline.com/lavie/petition.html

(1) Dolle Mina était un groupe de femmes Flamandes (Gand, Anvers, Louvain, Bruges et Ostende) qui luttait entre autre pour plus de crèches et d'aires de jeux, pour des droits égaux pour les femmes et pour le droit à la contraception et l'avortement. Notons que des femmes ralliées au RAL (LRT) était des membres actives des noyaux de Dolle Mina à Gand et Anvers.

* Voici donc le premier article de "Barby Illuminaty", la commission femmes du POS-SAP. Nous allons tenter de faire paraître ici chaque mois un article concernant les mécanismes de l'oppression des femmes, l'histoire et les alternatives du féminisme, des thèmes actuels de femmes... Les suggestions de thèmes, les coups de pouce féminins sont toujours les bienvenus.

La "domination de la nature" est évoquée à plusieurs reprises dans les œuvres de Marx et Engels comme un objectif de l'humanité, réalisable dans le socialisme. L'expression, aujourd'hui, sonne fort désagréablement à nos oreilles écologiques... Mais que signifiait-elle exactement pour ses auteurs, et en quoi leur conception doit-elle être révisée ou complétée ? PAR DANIEL TANURO

MARXISME, "DOMINATION DE LA NATURE" ET PRINCIPE DE PRÉCAUTION

Prise au pied de la lettre, l'expression "domination de la nature" semble suggérer que l'humanité pourrait imposer à sa guise ses propres lois à la nature. En réalité, cette interprétation ne résiste pas à une discussion sérieuse. En effet, si elle était juste, il faudrait conclure que Marx et Engels étaient en contradiction totale avec le matérialisme philosophique qui forme la base de leur démarche intellectuelle. Lénine met ce point en évidence d'une façon limpide. Dans "Matérialisme et empiriocriticisme", il pourfend la thèse qui prétend que "l'homme dicte ses lois à la nature, et non la nature à l'homme". Citations à l'appui, il montre que cette conception est typique des philosophes idéalistes, c'est-à-dire de ceux pour qui l'Esprit (Dieu) est premier et la nature seconde - tandis que pour les matérialistes la nature est première, et l'esprit humain second. "Les lois de la nature constituent l'élément primordial, la volonté et la connaissance humaine (sont) l'élément secondaire. Ces dernières doivent nécessairement et inéluctablement s'adapter aux premières". Et Lénine de conclure: "C'est pour Engels d'une évidence telle qu'il ne croit pas devoir l'expliquer".

La question se pose donc: que veulent dire les auteurs du Manifeste Communiste lorsqu'ils évoquent la "maîtrise" ou la "domination" de la nature ? Engels répond dans l'*Anti-Dühring*, quand il explique le tribut dont Marx et lui sont redevables à l'égard de Hegel. "Hegel, écrit Engels, a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est l'intellection de la nécessité. 'La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise' (Hegel)". Et Engels poursuit: "La liberté

n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en œuvre pour des fins déterminées. La liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause (sur base de) la connaissance des nécessités naturelles". En d'autres termes, la "domination" de la nature, pour Marx et Engels, signifie essentiellement la con-



naissance scientifique. L'humanité doit "dominer" la nature comme le bon confrencier "domine" son sujet. Une fois recadrée de la sorte, la notion de "domination de la nature" n'est pourtant pas exempte de critiques d'un point de vue écologique. En effet, il manque dans l'exposé synthétique d'Engels une référence méthodologique claire à l'indispensable prudence dans la "mise en œuvre" des lois naturelles "pour des fins déterminées" -en d'autres termes, une référence au "principe de précaution". Le problème, ici ne découle pas seulement de ce que le capitalisme est

foncièrement imprudent, puisqu'il a le profit privé pour moteur et met les sciences au service de cet objectif. Plus fondamentalement, la nécessaire prudence a pour fondement le fait que la connaissance, quel que soit le mode de production, procède par approximations successives, de sorte que certaines "mises en oeuvre pour des fins déterminées" révèlent plus tard des conséquences tout à fait perverses (qu'on songe au nucléaire ou aux OGM, entre autres...).

Bien qu'Engels n'intègre pas spontanément le principe de précaution à son exposé, sa théorie de la connaissance est telle que ce principe s'y intègre aisément. Pour Engels en effet, "ni la connaissance absolument vraie ni la pensée souveraine ne peuvent être réalisées complètement, sinon par une durée infinie de la vie de l'humanité". Plus concrètement, l'auteur de *Dialectique de la Nature* incite à "ne pas nous vanter trop de nos victoires humaines sur la nature.(...) Il est vrai que chaque victoire nous donne, en première instance, les résultats attendus, mais en deux-

ième et troisième instance elle a des effets différents, inattendus, qui trop souvent annulent le premier". Et Engels d'illustrer cette thèse par des exemples de destructions écologiques qui montrent qu'il n'a pas une vision linéaire mais dialectique du progrès.

Le principe de précaution est bien un principe, au sens fort du terme, et pas un simple instrument d'agitation et de dénonciation du capitalisme. Les marxistes doivent y adhérer sans réticences et, pour éviter toute confusion, bannir la "domination de la nature" de leur vocabulaire. ■



OSCAR FLORES

“LES SANS-PAPIERS RESTENT MOBILISÉS”

Septembre et sa rentrée politique ! Nos parlementaires, le teint bronzé, reviennent de vacances et se remettent au travail. Ne vous inquiétez pas pour eux, ils n'ont eu aucun problème de passeport ni de papiers pour se rendre vers la destination de leur choix. Peut-être même sont-ils allés dans un de ces pays que fuient nombre de sans-papiers qui cherchent asile chez nous ? Oui, peut-être. Pendant ce temps, les personnes sans-papiers présentes sur notre territoire n'ont pas perdu espoir et même si le mouvement a quelque peu ralenti la cadence, elles continuent de se mobiliser. Occupations d'églises, grèves de la faim, manifestations, etc. Afin de faire le point sur la situation actuelle, nous avons rencontré Oscar Flores, membre du CRER (Coordination contre les Rafles, les Expulsions et pour la Régularisation), une association qui lutte aux côtés des sans-papiers depuis 2003. PAR SÉBASTIEN BRULEZ

Ces deux mois de vacances politiques ont-ils affecté la dynamique du mouvement ?

Les vacances ont influencé pas mal de gens mais elles ne sont pas la seule cause d'un certain découragement. Il y a aussi le fait que le combat pour changer la loi au Parlement n'a pas abouti. Ajoutez à cela l'évacuation brutale de l'église d'Anderlecht, et on se rend compte que le mouvement a reçu quelques baffes. On ne sait plus trop vers quelle stratégie s'orienter.

Mais nous n'abandonnons pas pour autant ! Les occupants sont toujours là et, même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec cette méthode, il y a de plus en plus de grèves de la faim qui obtiennent des résultats et la régularisation des grévistes.

La réforme du droit d'asile votée en juillet n'a donc rien changé à la situation ?

Si, beaucoup de choses ont changé mais en empirant la situation ! Cette réforme n'a fait que renforcer l'arbitraire et le pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Intérieur. On a dit qu'on allait accélérer la procédure, ce qui est vrai. Non pas pour régulariser plus vite, mais bien pour expulser plus rapidement.

Il ne s'agit pas d'une solution pour régulariser les sans-papiers, l'objectif réel est d'en finir avec l'arriéré des dossiers et d'expulser un maximum de personnes.

Que peut-on attendre dans les prochains mois ?

Tout ce qu'on peut attendre maintenant est lié au pouvoir discrétionnaire du ministre Dewael. Parce que, après le vote que nous venons d'évoquer, on sait que la loi ne changera pas. A moins d'attendre les élections de 2007 et une éventuelle modification de l'échiquier politique.

POUR CHAQUE PERSONNE
REGULARISEE, IL Y EN A
DIX QUI SORTENT DE L'OMBRE

La seule chose qui d'ici-là pourrait mener à une régularisation massive serait une circulaire ministérielle allant dans ce sens. Mais pour en arriver là il faudrait pratiquement une mini crise de gouvernement qui mettrait une pression telle sur le ministre de l'Intérieur, qu'il n'aurait d'autre possibilité que d'y recourir.

Car il est évident que pour Patrick Dewael (VLD), émettre une telle circulaire avant les élections communales et même avant les législatives de 2007, alors que le pro-

gramme de son parti va dans un sens diamétralement opposé, équivaldrait à se tirer une balle dans le pied.

Dans ce cas, de quelles armes dispose encore le mouvement pour se faire entendre ?

Il faut savoir que pour l'instant c'est toujours l'Office des Etrangers qui gère la politique d'asile. Et donc, comme nous l'avons dit, le pouvoir est entre les mains d'un seul homme, Patrick Dewael. Monsieur Roosemont, le directeur général de l'Office des Etrangers, n'est qu'un pantin du ministre. L'objectif est donc d'attaquer et de mettre la pression sur ces deux hommes, par des manifestations, par des grèves de la faim, en dénonçant les renfermements d'enfants, les expulsions, etc.

Il faut continuer à dénoncer les contradictions du ministre pour qu'il n'ait plus d'autre solution que de négocier.

Mais tout cela c'est le résultat de la mobilisation, à la fois des sans-papiers mais aussi des organisations qui les soutiennent. Et ces organisations doivent continuer à les soutenir, à mobiliser des milliers de personnes lors des manifestations, etc. Parce que les sans-papiers, eux, restent mobilisés. Pour chaque personne régularisée, il y en a dix qui sortent de l'ombre. ■

Le samedi 28 octobre aura lieu à l'ULB une grande conférence à l'initiative du Comité voor een andere politiek (Comité pour une autre Politique, CAP) et d'Une Autre Gauche (UAG). Le but est de rassembler des centaines de syndicalistes, de militants/es des mouvements sociaux et de travailleurs/euses pour œuvrer à l'émergence d'une alternative politique à gauche de la social-démocratie et des Verts en Belgique. Cette conférence décidera si ce nouveau mouvement politique en gestation se présentera aux élections fédérales de 2007. PAR DAVID DESSERS ET ATALFO RIERA

28 OCTOBRE

Une journée pour une ALTERNATIVE POLITIQUE !

Les élections fédérales de 2007 nécessitent en effet un timing serré. Normalement ces élections auront lieu en juin 2007. Mais toute coalition est instable en fin de législature et dans ce cas les partis au gouvernement préfèrent souvent une fin anticipée, plutôt que de prolonger les derniers conflits pendant des mois. Des élections anticipées en février ou mars sont donc possibles, du coup la conférence politique du 28 octobre ne vient pas trop tôt.

Un an après la lutte contre le pacte des générations.

La date du 28 octobre ne tient pas du hasard, c'est en effet jour pour jour un an après que plus 100.000 travailleurs/euses étaient dans les rues de Bruxelles pour protester contre le pseudo-pacte des générations et la politique libérale d'austérité. C'est, avec entre autres la lutte contre la Constitution européenne, cette lutte sociale d'ampleur et l'absence de débouché politique à ses revendications qui a poussé à la création du CAP et d'UAG. Le 28 octobre on connaîtra également le résultat des élections communales, avec sans doute une nouvelle progression de l'extrême droite nourrie par les politiques néolibérales que Guy Verhofstadt ne remettra certainement pas en question lors son "state of the union" devant le Parlement, à la rentrée. De plus, ce sera le dixième anniversaire de la Marche Blanche et de la Crise Blanche qui ont à l'époque profondément ébranlé le régime et marqué les consciences.

La journée elle-même, co-organisée par CAP et UAG est conçue de façon bilingue et les organisateurs espèrent qu'elle pourra déboucher sur une participation électorale commune des deux côtés de la frontière linguistique et à Bruxelles puisqu'il s'agit d'élections fédérales. La

conférence politique se tiendra à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Pour le programme précis, au moment où nous écrivons cet article, il n'est pas encore définitif. Mais il est néanmoins clair que la conférence se déroulera en plusieurs parties ; après des introductions présentant les deux initiatives UAG et CAP et la nécessité d'une alternative à gauche, un maximum de douze groupes de travail élaboreront les axes d'un programme politique. Les groupes de travail porteront sur le "pacte de compétitivité", la sécurité sociale, les services publics, la protection des délégués, l'écologie, l'Europe, la lutte des femmes, la solidarité internationale contre la guerre et la mondialisation, etc.



La journée se terminera par une séance plénière, où se prendront quelques décisions cruciales en ce qui concerne la participation ou non aux élections de 2007, l'élaboration du programme électoral, la question du nom, de la structure et de l'avenir de l'initiative commune. En effet, se posera la question de quel type de coordination entre les deux initiatives: une nouvelle direction fédérale ou une direction confédérale issue des secrétariats des deux initiatives ? Nous plaidons plutôt pour la seconde option, qui est à la fois la plus réaliste à court terme et la plus efficace en fonction des réalités communautaires de ce pays.

Une Autre Gauche

L'unité entre le CAP et UAG pour cette journée du 28 octobre ne s'est pas faite sans problèmes. Pour rappel, Une Autre Gauche est une initiative qui a pris forme au printemps 2006 dans la foulée du mouvement contre le pacte des générations, alors que le PS patageait dans une série infinie de scandales. Un groupe de syndicalistes, d'intellectuels et de militants de gauche ont déclaré dans une tribune libre dans *La Libre Belgique* qu'il était nécessaire de construire une gauche anticapitaliste et alternative au PS et Ecolo.

Cette initiative s'est très vite élargie régionalement et s'est dotée d'une structuration provisoire. Aujourd'hui, il existe des comités locaux ou des noyaux d'Une Autre Gauche actifs à Bruxelles, Liège, Ath-Tournai, Charleroi et probablement Mons et Verviers. Les assemblées générales rassemblent 50-60 participant/es et près de 150 personnes ont adhéré à l'Appel initial. Le site web a été visité depuis mai par plus de 10.000 personnes et 400 d'entre elles sont abonnées à la lettre électronique. UAG Liège a déjà organisé une activité avec 80 participants, UAG-Bruxelles, en plein été, un débat avec 45 personnes. Une fructueuse journée d'ateliers thématiques, le 26 août dernier à Liège, a réuni une soixantaine de participants. UAG fonctionne avec un secrétariat fédéral d'une douzaine de personnes et plusieurs groupes de travail sont actifs, dont l'un consacré au Pacte de compétitivité et aux futures négociations sur l'Accord interprofessionnel. Ce groupe a élaboré un excellent projet de brochure sur la question en direction des travailleurs/euses et militants/es syndicaux et en perspective - espérons-le - des luttes sociales à venir. Luttes qui, en général et d'après nous, sont et seront

déterminantes quant aux rythmes de construction, à l'ampleur et finalement à la réussite à long terme de toute tentative de recomposition politique à gauche dans ce pays.

Il faut souligner que ce développement, encore modeste mais significatif, d'UAG s'est réalisée sans qu'elle ne compte de personnalités du même calibre - en termes de notoriété publique - que Jef Sleenckx, Lode Van Outrive (ex-parlementaires SP) et Georges Debunne (ex-président FGTB), les "pères fondateurs" du CAP, et donc sans un accès aux médias équivalents (voir encadré). Et aussi malgré quelques épisodes et conflits internes difficiles à la suite desquels le MAS (Mouvement pour une alternative socialiste) a décidé de quitter UAG avec fracas et, disons-le, fort peu d'élégance.

Si - de par son origine distincte et le fait qu'au moment de la lutte contre le pacte des générations le degré de conflit entre la FGTB et le PS a été moindre qu'entre l'ABVV et le SP.a - la présence de forces syndicales semble proportionnellement moindre dans UAG que dans le CAP, les milieux militants syndicaux ne sont pas du tout absents, loin de là puisque

plusieurs délégués syndicaux ont adhéré à UAG. Dans ce sens, il faut aussi souligner que la journée du 26 août s'est déroulée dans les locaux de la CGSP-Liège, avec la participation, comme introducteurs de l'atelier consacré aux services publics, de Daniel Richard, du Service communication de l'Interrégionale wallonne FGTB et d'André Deguée, Secrétaire général de la CGSP-Liège. A noter également que des militant/es d'ATTAC et de divers mouvements sociaux ou associatifs sont soit activement membres d'UAG, soit forts intéressés par l'initiative.

Le POS est partie prenante, dès le départ, tant d'UAG que du CAP, oeuvre à leur construction et a toujours plaidé pour une pleine collaboration entre les deux. Pour faire bref, et sans relancer de vieilles polémiques, certaines forces dans le CAP ont tout à coup refusé toute collaboration avec UAG en plaidant y compris pour le lancement d'une filiale francophone du CAP, autrement dit sans - et donc contre - UAG alors que ces deux initiatives, en dépit de leurs origines et de leurs dynamiques distinctes, poursuivent pourtant des objectifs similaires. À partir du mois d'août, la collaboration

entre les deux initiatives, qui ne dépendait seulement que d'une volonté politique, a finalement été acquise après de laborieuses négociations et ce grâce surtout à l'intervention de Jef Sleenckx et Lode Vanoutrive eux-mêmes et à la sagesse politique dont à su faire preuve le secrétariat d'UAG.

Tous à Bruxelles le 28 octobre !

Pendant les mois de septembre et octobre des activités de mobilisation pour le 28 octobre auront lieu en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Le POS s'inscrit pleinement dans cette campagne et mobilisera ses forces, membres et sympathisant/es pour faire de cette journée une réussite. Nous appelons également tous les lecteurs/lectrices de La Gauche à adhérer à l'Appel d'Une Autre Gauche et à participer nombreux/euse pour que le 28 octobre marque enfin l'émergence d'une nouvelle force politique à gauche dans ce pays, une force qui permette de renverser la vapeur de près de 30 ans d'austérité et de néolibéralisme. ■

C'est Clair et Net sur :
www.uneautre gauche.be
www.anderepolitiek.be

Le CAP dans les médias

Le Comité pour une Autre Politique est largement apparu dans la presse belge cet été. *De Standaard* a ouvert la danse le 1er août en annonçant le lancement du site www.anderepolitiek.be. Le journal consacrait deux articles au nouveau mouvement politique. La rédaction de *Standaard* a choisi de présenter le CAP comme un regroupement de Jef Sleenckx plus la petite gauche. Le journaliste de service a téléphoné aux porte-parole du KP, du POS, du MAS et du PTB et en a conclu que Jef Sleenckx était l'homme qui pourrait rassembler la petite gauche et la tirer vers les élections...

Le jour suivant le *Laatste Nieuws* y a consacré tout un éditorial. Il a repris le raisonnement de Jef Sleenckx et argumenté qu'un tel parti pourrait constituer un concurrent pour le Vlaams Belang. A plusieurs reprises il se réfère au rôle joué par le SP hollandais. Le même jour on a appris dans *De Morgen* que le PTB était moins enthousiaste qu'on ne le pen-

sait. Peter Mertens y a souhaité beaucoup de succès à Jef Sleenckx, mais il a aussi déclaré que le PTB ferait tout pour faire élire son candidat Dirk Van Duppen au Parlement belge. Les jours suivants parurent encore pas mal d'articles sur le CAP dans la plupart des quotidiens flamands. L'hebdo *Knack* a publié plusieurs articles sur et avec Jef Sleenckx. Du coup, en quelques semaines le site internet d'Une Autre Politique a reçu 50.000 visiteurs et plus de 1.000 personnes se sont inscrites sur la liste de diffusion électronique ce qui démontre un réel et large intérêt pour l'initiative, un écho qui dépasse largement les cercles de la "petite gauche".

Un rassemblement de la "petite gauche", qui plus est sans le PTB, aura peu de chances de succès. Et s'il y a bien une chose sur laquelle toutes les forces présentes dans le CAP ou UAG sont d'accord, c'est bien celle-là. Mais il est exact que la gauche radicale est fortement

représentée dans la direction provisoire du CAP aux côtés de quelques indépendants ou militants syndicaux. Mais il ne faut pas oublier que cette initiative est née d'une série d'activités régionales avec Jef Sleenckx autour de la nécessité d'une alternative politique. La plupart de ces soirées ont rassemblé un public souvent composé de militant/es et de délégués syndicaux combattifs. Il ressort de ces soirées que de nombreuses personnes présentes, y compris des secrétaires syndicaux, sont convaincus de la nécessité d'une telle nouvelle force politique. A Anvers presque tous les délégués de la chimie ont soutenu l'initiative. Bruno Verlaeck, président de la Centrale Générale d'Anvers, s'est exprimé positivement sur CAP. Idem dans d'autres.

Sans cet appui, Jef Sleenckx et Lode Vanoutrive ne travailleraient pas avec tant d'acharnement à la construction du CAP. ■

Aux élections communales et provinciales du 8 octobre prochain, le Vlaams Blok/Belang y sera en Flandre en "masse". Le Front National en situation de chaos interne s'y présentera sous un état groupusculaire. Mais ses dissidents et concurrents seront nombreux. Après les élections, un "nouveau FN" pourrait apparaître. Bien plus redoutable pour les gestionnaires du système, en grande partie responsables de la montée électorale des votes en faveur des partis d'Ordre nouveau... Etat des lieux de la situation pré-électorale.

PAR MANUEL ABRAMOWICZ (COORDINATEUR DU SITE ANTIFASCISTE RÉSISTANCES)



Illustration : www.blokwatich.be

Extrême droite de masse et groupusculaire !

Pour les élections du 8 octobre prochain, en Région flamande, la présence généralisée du Vlaams Blok/Belang est annoncée. Le VB sera présent en masse dans la majorité des grandes villes, mais aussi dans de très nombreuses petites communes. Contrairement à ses "homologues" francophones, cette formation possède une structure politique efficace. Le système de hiérarchisation interne, l'écolage politique de ses actuels élus et de ses candidats, ainsi que les très nombreuses sections locales VBistes permettent une implantation de proximité et la popularisation du programme du parti sur l'ensemble de la Flandre. De plus, il garde toujours son monopole sur l'extrême droite néerlandophone. L'absence de listes dissidentes significatives - qui pourraient séduire les mêmes électeurs - est une nouvelle fois annoncée. Le VB, c'est l'extrême droite plurielle, des néonazis nostalgiques du "petit Adolf" aux ultralibéraux antisociaux disciples de Margaret Thatcher !

La Bataille d'Anvers

Tous les regards sont fixés, bien entendu, sur la ville d'Anvers où le VB (crédité de 34 %) pourrait arriver au pouvoir en coalition ou... rester dans l'opposition. Filip Dewinter, le patron n°2 du parti néofasciste, est engagé dans la "bataille d'Anvers" avec un nouveau compagnon politique, le parlementaire flamingant et libéral Hugo Coveliers (ancien de la Volksunie, passé au VLD et maintenant dans la mouvance VBiste). Ensemble, ils mènent la liste anversoise VB-Vlott. Le Vlott (Vlaams Liberaal Onafhankelijk Tolerant Transparant) est le nom officiel du "groupe Coveliers".

Dans la région bruxelloise l'extrême droite flamande, présente en masse, y est bien plus dynamique et "populaire" que l'extrême droite francophone. L'intégration du VB dans la capitale est

donc réelle. Outre celles du VB, le FN de Daniel Féret va devoir aussi faire face à des listes francophones qui vont lui disputer son "électorat" bruxellois: celles du Front nouveau de Belgique, de Force nationale et du nouveau venu, le Front des Bruxellois. En Wallonie, l'extrême droite restera également - et comme à son habitude - divisée. Des listes du FN, du FNB, de FNationale ou du Front des Wallons seront en concurrence dans plusieurs communes pour se disputer les voix des électeurs protestataires et de ceux séduits par un discours de droite nationaliste populiste.

Après le chaos, un nouveau FN ?

Force est de constater, à la veille des élections communales et provinciales, que l'extrême droite francophone reste lézardée et que sa présence sera limitée en Wallonie et à Bruxelles. Cependant, et ceci est un paradoxe, les sondages créditent déjà le FN de très bons scores (autour des 15-20% à Charleroi par exemple). La demande semble bien plus importante que l'offre... Il faut aussi observer, malgré la situation chaotique des "fachos" francophones, le dépôt pour la première fois de listes d'extrême droite dans certaines communes du sud du pays. Ces nouvelles implantations communales signifient que l'extrême droite francophone garde un sérieux potentiel de développement local. Qui pourrait demain préfigurer à la mise sur pied d'un "nouveau FN", lui, alors, réellement nocif sur le plan politique. D'autant plus que le projet de la création, sur les ruines de l'actuel Front national, d'un "grand parti de droite nationale populiste" (sic) est dans les starting-blocks des "réformateurs" du FN. Dans ce but, ces derniers planifient l'éviction du docteur Daniel Féret, le président-fondateur du "Front". Adeptes du népotisme, autoritaires et destructeurs de tous les plans de structuration de son parti (afin d'en

garder les rênes), Féret est jugé comme étant un traître à la "cause nationaliste".

Actuellement, le combat entre le "président-à-vie" et ses ex-partisans se déroule devant les tribunaux, mais en coulisses les plans de déstabilisation restent nombreux. Féret hors du FN permettra aux dits "réformateurs" de fonder un "nouveau FN", à l'image de l'Alliance nationale italienne ou du Front national français. Des contacts existent déjà avec des fractions politiques prêtes à rejoindre un FN débarrassé de Daniel Féret. C'est le cas d'aristocrates provenant du groupusculaire parti des Chrétiens démocrates francophones (CDF, rassemblant l'ultradroite religieuse de l'ex-PSC ayant refusé sa transformation en CDH) et des dirigeants de l'association intégriste Belgique & Chrétienté. Le dirigeant-fondateur du groupuscule Nation (rassemblant des skinheads NS) tente également de séduire les futurs big-boss du FN pour espérer y être un jour intégré.

Que faire ?

L'extrême droite en Belgique n'est pas que flamande, malgré ce que tentent de nous faire croire certains politiciens bruxellois et wallons. Un jour où l'autre, une formation équivalente au VB arrivera à s'imposer structurellement en Communauté française. La mauvaise situation socio-économique, l'augmentation des inégalités, les affaires politico-judiciaires et les moeurs politiques contraires à l'éthique sont favorables à un tel scénario. C'est pour cette raison que seule une alternative politique unitaire et crédible, à la gauche de la "gauche" réformiste et gestionnaire, pourra faire barrage à l'extrême droite. Contre cette dernière : il faut des réponses politiques alternatives qui rendent espoir à toute la population. ■

Un dossier complet sur et www.resistances.be

RESISTANCE LIBANAISE

Le chef du Shin Bet, les services israéliens de contre-espionnage, estime que "la résistance opposée par le Hezbollah à l'armée d'occupation israélienne a renforcé le moral des résistants palestiniens, tentés de s'inspirer des techniques de combat de la résistance libanaise".

Lors de notre voyage en Palestine cet été, nous avons effectivement remarqué le changement dans le moral des Palestiniens. Nos interlocuteurs palestiniens sont unanimes dans leur analyse suivante: si la situation quotidienne reste désastreuse, sans perspective d'amélioration à court et à moyen terme, la victoire du Hezbollah sur l'armée israélienne a trois grandes conséquences.

D'abord, l'armée israélienne n'est pas invincible. Le Hezbollah prouve qu'avec une stratégie de guérilla, de petits groupes de guérilleros bien entraînés, équipés et disciplinés, il est possible d'infliger des pertes importantes à l'armée israélienne. Les chars Merkava n'ont pas tenu face aux lance-roquettes mobiles des combattants du Hezbollah et les soldats israéliens se sont souvent enfuis dans le plus grand désordre.

Ensuite, la rue arabe se rend de plus en plus compte que ce ne sont pas l'Union européenne ou les Etats arabes qui feront pression sur Israël. Ce sont les peuples du Moyen-Orient. Pour aboutir à un changement qualitatif, les gens doivent croire qu'un changement radical est possible. Aujourd'hui, l'eau est à 99 degrés. Mais il faudra encore du temps pour atteindre les 100.

Et enfin, la résistance du Hezbollah n'est pas une résistance religieuse. C'est une résistance de libération nationale, mais qui ne se limite pas aux frontières libanaises. Comme l'a dit Hassan Nasrallah: "Le Grand Moyen-Orient, c'est nous qui sommes en train de le réaliser, pas Bush". Le Hezbollah oblige tous les groupes politiques au Moyen-Orient à réfléchir sur la meilleure façon de résister à l'occupation étrangère. Ceci implique nécessairement une réflexion sur la stratégie et les alliances avec les groupes islamiques.

Nous y reviendrons. ■

PAR CHRIS DEN HOND

La résolution adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations unies le 11 août 2006 n'a pleinement satisfait ni Israël, ni Washington, ni le Hezbollah. Cela ne signifie pas qu'elle est "juste et équilibrée", mais seulement qu'elle est l'expression temporaire d'une impasse militaire. Le Hezbollah n'est pas parvenu à infliger une défaite militaire majeure à Israël - possibilité exclue de toute façon par la disproportion des forces en présence, tout comme il avait été impossible à la résistance vietnamienne d'infliger une défaite militaire majeure aux Etats-Unis. Mais Israël non plus n'est pas parvenu à infliger au Hezbollah une défaite militaire majeure - ou même quelque défaite que ce soit, en réalité. En ce sens, le Hezbollah est sans doute aucun le véritable vainqueur sur le plan politique et Israël le véritable vaincu de cette guerre de 33 jours déclenchée le 12 juillet, et aucun discours d'Ehud Olmert ou de George W. Bush ne pourra contredire cette vérité flagrante⁽¹⁾.

EXTRAITS DE L'ARTICLE DE GILBERT ACHCAR* (16 AOÛT 2006). TRADUCTION DE L'ANGLAIS PAR VALÉRIE LETELLIER, RÉVISÉE PAR L'AUTEUR.

La GUERRE des 33 jours

Afin de comprendre ce qui est en jeu, il est nécessaire de résumer les objectifs de l'offensive d'Israël, endossés par les Etats-Unis. Le but central que visait l'attaque israélienne était, bien sûr, la destruction du Hezbollah. Israël chercha à atteindre cet objectif à travers la combinaison de trois moyens principaux.

Le premier moyen consistait à porter un coup fatal au Hezbollah en menant une campagne de bombardement "post-héroïque" - autrement dit, d'une grande lâcheté - en tirant profit de la "supériorité écrasante et asymétrique" de la force de frappe israélienne. La campagne visait à couper le Hezbollah de ses lignes de ravitaillements, détruire une bonne partie de son infrastructure militaire (stock de fusées, lance-missiles, etc.), éliminer un grand nombre de ses combattants et décapiter le mouvement en assassinant Hassan Nasrallah et d'autres dirigeants de l'organisation.

Le second moyen utilisé consistait à retourner contre le Hezbollah sa base de masse parmi les chiites libanais, Israël désignant à cette fin le parti comme responsable de leur tragédie et ce au moyen d'une campagne frénétique de guerre psychologique. Cela supposait, bien entendu, qu'Israël inflige aux chiites libanais un désastre à grande échelle par une campagne extensive de bombardements criminels rasant délibérément des villages et des quartiers en totalité, et tuant des centaines et des centaines de civils. Ce n'était pas la première fois qu'Israël avait recours à ce genre de stratagème, qui constitue un crime de guerre classique.

Le troisième moyen consistait à perturber massivement et gravement la vie de l'ensemble des Libanais, en les prenant en otage au moyen d'un blocus aérien, maritime et terrestre afin d'inciter la population, en particulier les communautés autres que chiites, à agir contre le Hezbollah et créer ainsi un climat propice à une action militaire de l'armée libanaise contre l'organisation chiite. C'est la raison pour laquelle, au début de l'offensive, les responsables israéliens ont déclaré qu'ils ne souhaitaient voir aucune force, excepté l'armée libanaise, se déployer au Liban sud, rejetant en particulier la perspective d'une

force internationale et dénigrant celle qui était déjà en place : l'Unifil (United Nation Interim Force in Lebanon). Ce projet était en fait l'objectif poursuivi par Washington et Paris depuis qu'ils avaient œuvré ensemble à produire la résolution 1559 du Conseil de Sécurité de l'ONU en septembre 2004, qui appelait au retrait des troupes syriennes du Liban et au "démantèlement et désarmement de toutes les milices libanaises et non libanaises", c'est-à-dire le Hezbollah et les organisations palestiniennes dans les camps de réfugiés.

Washington crût qu'une fois les troupes syriennes retirées du Liban, l'armée libanaise, équipée et formée principalement par le Pentagone, serait capable de "démanteler et désarmer" le Hezbollah. L'armée syrienne se retira effectivement du Liban en avril 2005, non pas en raison de la pression de Washington et Paris, mais à cause des bouleversements politiques et de la mobilisation de masse qui avaient résulté de l'assassinat, en février de la même année, de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri, un allié très proche de la classe dirigeante saoudienne. L'équilibre des forces en présence dans le pays, à la lumière des manifestations et contre-manifestations gigantesques que l'assassinat avait provoqué, n'a pas permis à la coalition alliée aux Etats-Unis d'envisager un règlement de la question du Hezbollah par la force. Elle fut même obligée de participer aux élections parlementaires du mois de mai suivant dans le cadre d'une grande coalition comprenant le Hezbollah et de gouverner ensuite le pays avec un gouvernement de coalition incluant deux ministres membres de l'organisation chiite. Ce résultat décevant décida Washington à donner son feu vert à Israël pour son intervention militaire. Il ne fallait plus que trouver un prétexte adéquat, qui fut fourni par l'opération menée par le Hezbollah le 12 juillet de l'autre côté de la frontière.

À l'aune de l'objectif central et des trois moyens décrits plus haut, l'offensive israélienne a été un échec total et flagrant. Le plus évident, c'est que le Hezbollah n'a pas été détruit, loin de là. Le parti a maintenu l'essentiel de sa structure politique et de sa force militaire, s'offrant même le luxe de bombarder le nord d'Israël jusqu'au dernier

moment précédant le cessez-le-feu du matin du 14 août. Il n'a pas été coupé de sa base de masse, parvenant plutôt à l'étendre considérablement, non seulement parmi les chiites libanais mais également au sein des autres communautés religieuses libanaises, sans parler de l'immense prestige que cette guerre lui a valu, surtout dans la région arabe et dans le reste du monde musulman. Et pour compléter le tableau, tout cela a conduit à une évolution de la balance des forces au Liban dans une direction qui est à l'exact opposé de ce que Washington et Israël souhaitaient : le Hezbollah est sorti de la bataille beaucoup plus fort et plus craint encore par ses adversaires déclarés ou non déclarés, les amis des Etats-Unis et du royaume saoudien. Le gouvernement libanais a essentiellement pris le parti du Hezbollah durant les combats, faisant de la protestation contre l'agression israélienne sa priorité⁽²⁾.

Après avoir gagné du temps pour Israël en bloquant toute tentative de formuler une résolution du Conseil de Sécurité appelant à un cessez-le-feu - un des cas les plus

able" et prévoyait l'instauration d'un "embargo international sur la vente ou la fourniture d'armes ou de matériel connexe au Liban, excepté ce qui est autorisé par son gouvernement" - en d'autres termes, un embargo sur le Hezbollah.

Le projet franco-américain réaffirmait la résolution 1559, tout en appelant à une autre résolution qui aurait autorisé "en vertu du chapitre VII de la Charte, le déploiement d'une force internationale mandatée par les Nations unies pour aider les forces armées et le gouvernement du Liban à établir un environnement sûr et contribuer à la mise en pratique d'un cessez-le-feu permanent et d'une solution à long terme". Cette formulation est si vague qu'elle ne pouvait que désigner, en réalité, une force internationale autorisée à entreprendre des opérations militaires (chapitre VII de la Charte de l'ONU) en vue de l'application de la résolution 1559 par la force, en alliance avec l'armée libanaise. De plus, aucune disposition ne limitait cette force à la zone au sud du fleuve Litani, qui, d'après le projet de résolution, devait être une zone sans arme-



graves de paralysie de l'institution intergouvernementale en ses 61 années d'existence - Washington a décidé de prendre la relève en continuant la guerre d'Israël par des moyens diplomatiques.

En changeant d'attitude, Washington s'est rapproché de nouveau de Paris sur le dossier libanais. Le premier projet de résolution préparé par les deux capitales a circulé aux Nations unies le 5 août. C'était une tentative flagrante de parvenir diplomatiquement à ce qu'Israël n'avait pas réussi à accomplir militairement. Tout en proclamant un "soutien fort" à la souveraineté du Liban, le projet appelait néanmoins à la réouverture de ses ports et aéroports uniquement "à des fins strictement civiles de façon vérifi-

ment du Hezbollah - la zone qu'Israël a revendiquée comme espace de sécurité après avoir échoué à se débarrasser du Hezbollah dans le reste du Liban. Cela signifiait que la force des Nations unies aurait pu être appelée à intervenir contre l'organisation chiite dans le reste du Liban.

Ce projet cependant n'était absolument pas autorisé par ce qu'Israël avait pu accomplir sur le terrain et il fut déjoué par conséquent. Le Hezbollah s'y opposa fermement, faisant savoir clairement qu'il n'admettrait aucune force internationale autre que la Finul, la force onusienne déployée le long de la frontière du Liban avec Israël (la "ligne bleue") depuis 1978. Le gouvernement libanais se fit



ta le déploiement de 15.000 soldats libanais au sud du Litani et assouplit sa position générale. C'est ainsi que la résolution 1701 put passer au Conseil de Sécurité le 11 août. La concession principale faite par Washington et Paris a consisté à abandonner le projet de créer une force multinationale ad hoc régie par le chapitre VII. À la place, la résolution autorise "l'accroissement de la force de la FINUL jusqu'à un maximum de 15.000 soldats", réorganisant ainsi et gonflant considérablement la

l'écho de l'opposition du Hezbollah et demanda la modification du projet, soutenu en chœur par les Etats arabes y compris les clients des Etats-Unis. Washington n'eut alors d'autre choix que de réviser le projet, qui, de toute façon, n'aurait pas été avalisé par le Conseil de Sécurité.

Le projet fut donc révisé et renégocié, tandis que Washington demandait à Israël de brandir la menace d'une offensive terrestre majeure et de commencer à la mettre à exécution en guise de pression pour que Washington puisse obtenir les meilleures conditions possibles de son point de vue. Afin de faciliter un accord menant à un cessez-le-feu qui devenait de plus en plus urgent pour des raisons humanitaires, le Hezbollah accep-

force existante. L'astuce principale consistait, cependant, à redéfinir le mandat de cette force de façon à ce qu'elle puisse "assister les forces armées libanaises en prenant des mesures" pour "l'établissement entre la Ligne Bleue et le fleuve Litani d'une zone libre de tout personnel armé, équipement ou armement autres que ceux du gouvernement libanais et de la FINUL". La FINUL peut maintenant, également, "entreprendre toute action nécessaire dans les zones de déploiement de ses forces et selon ce qu'elle considère relever de ses capacités, pour s'assurer que sa zone d'opération n'est pas utilisée pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit".

Combinées, les deux formulations précédentes se rap-

Le Liban vient de vivre un mois de conflits meurtriers. Plus de 1 100 personnes ont trouvé la mort au cours des raids de l'armée israélienne et de ses frappes aveugles. Un tiers d'entre eux sont des enfants de moins de 12 ans. Environ un million de personnes ont fui. Les souffrances humaines qui ont été infligées sont indicibles... PAR ERIC TOUSSAINT ET DAMIEN MILLET

Le Liban en route vers une dette illégitime

L'étincelle fut la prise en otage de deux militaires israéliens par le Hezbollah, parti politique libanais chiite entretenant une importante milice au Sud Liban. Mais la riposte de Tsahal, l'armée israélienne, fut sans commune mesure. A n'en pas douter, Tsahal est ici une arme de destruction massive, avec le soutien des Etats-Unis...

Le cessez-le-feu, certes précaire, qui est entré en vigueur permet de quitter la sphère restreinte du présent et de regarder un peu l'avenir. Que celui-ci soit respecté ou non, tôt ou tard, le Liban devra se reconstruire. Les dégâts sont estimés pour l'instant à 2,5 milliards de dollars, dont environ 150 ponts détruits et une marée noire causée par le déversement dans la mer de 15 000 tonnes de mazout (davantage que la catastrophe de l'Erika au large des côtes françaises en 1999) ayant déjà pollué 140 kilomètres de côtes.

Selon les chiffres de la Banque mondiale, bien avant cette guerre, le Liban croulait sous une dette extérieure colossale : 22,2 milliards de dollars fin 2004 pour 3,5 millions d'habi-

tants. Cela représentait plus de 6 260 dollars par habitant, sans compter la dette interne qui est du même ordre de grandeur, ce qui en fait un des pays les plus endettés au monde par habitant. En 2004, le Liban a remboursé 4,4 milliards de dollars pour le service de sa dette extérieure.

Dès avant cette guerre, le Liban était dans une situation financière très difficile. Ses créanciers (au premier rang desquels l'Arabie saoudite et la France) avaient dû se réunir en novembre 2002 à Paris pour trouver une solution : à l'époque, ils avaient promis 4,3 milliards de dollars, en échange d'une modernisation du système fiscal et d'une relance des privatisations. La dette a donc permis d'imposer un renforcement des politiques néolibérales, tellement favorables aux riches Libanais, aux créanciers étrangers et à leurs grandes entreprises.

Désormais, pour se reconstruire, le Liban va encore faire appel aux capitaux étrangers. Cela implique une nouvelle augmentation de la dette et de nouvelles mesures économiques d'ajustements structurels qui la conditionnent.

prochent beaucoup d'un mandat sous chapitre VII ou, en tout cas, pourraient aisément être interprétées de cette façon. De plus, le mandat de la FINUL est étendu de fait par la résolution 1701 au-delà de ses "zones de déploiement" puisqu'elle peut maintenant "aider le gouvernement libanais à sa demande *"dans ses efforts pour sécuriser ses frontières et autres points d'entrée afin d'empêcher l'entrée au Liban d'armes ou de matériel connexe"* - une phrase qui ne se réfère certainement pas aux frontières du Liban avec Israël, mais bien à sa frontière avec la Syrie, qui s'étend du nord au sud du pays. Ce sont ces points-ci qui représentent les principaux pièges contenus dans la résolution 1701, et non la formulation concernant le retrait de l'armée d'occupation israélienne sur laquelle beaucoup de commentaires se sont concentrés, puisque ce retrait est déterminé en tout cas par la force dissuasive du Hezbollah et non par une quelconque résolution onusienne.

Le Hezbollah décida de donner son feu vert à l'approbation par le gouvernement libanais de la résolution 1701. Hassan Nasrallah prononça un discours le 12 août, dans lequel il expliqua la décision du parti de donner son accord pour le déploiement mandaté par les Nations unies. Son discours comprenait une évaluation de la situation beaucoup plus sobre que dans certains de ses discours précédents, ainsi qu'une bonne dose de sagesse poli-

De ce fait, le peuple libanais va devoir payer très cher, dans les années à venir, pour les conséquences de cette guerre infligée par Israël en violation des traités internationaux régissant les relations entre Etats.

Le peuple libanais a dramatiquement payé une première fois en donnant sa vie, en perdant des proches, en subissant la destruction de ses maisons, de ses immeubles, de ses infrastructures. Il ne doit pas payer une seconde fois en se saignant aux quatre veines pour financer la reconstruction. Déjà la Palestine subit le terrorisme d'Etat d'Israël dont le coût, tant humain que financier, est énorme. Déjà l'Irak subit depuis mars 2003 une agression militaire illégitime de la part des Etats-Unis et de leurs alliés, qui dominent le pays, imposent des choix néolibéraux à son économie et l'endettent au profit de grandes entreprises multinationales originaires des pays du Nord. La Palestine, l'Irak, le Liban doivent demander des comptes à leurs agresseurs. Les mouvements sociaux doivent faire pression sur la communauté internationale pour avancer dans ce sens.

Pour le Liban, une solution possible réside en l'annulation immédiate de la dette et la création d'un fonds destiné à sa reconstruction, qui serait alimenté par des réparations versées par Israël. Une contribution des Etats-Unis, qui soutiennent et financent l'Etat israélien, doit s'y ajouter. C'est à ce moment seulement qu'il sera possible de dire que justice a été rendue au peuple libanais. ■

C'est Clair et Net sur : www.cadtm.org

tique. *"Aujourd'hui, dit Nasrallah, nous sommes devant les résultats naturels raisonnables et possibles de la grande fermeté que les Libanais ont exprimée à partir de leurs diverses positions"*. Cette sobriété était nécessaire, car une revendication de victoire présomptueuse, comme celles qu'ont faites à bon compte les supporters du Hezbollah à Damas ou Téhéran, aurait obligé Nasrallah à ajouter, comme le roi Pyrrhus de la Grèce antique, *"Encore une victoire comme celle-ci et je serai perdu"*. Le chef du Hezbollah a prudemment et explicitement refusé d'entrer dans une polémique sur les résultats de la guerre, soulignant que *"notre vraie priorité"* est de stopper l'agression, de récupérer les territoires occupés et de *"réaliser la sécurité et la stabilité dans notre pays, ainsi que le retour des réfugiés et des personnes déplacées"*.

Nasrallah définit la position de son mouvement comme suit : respecter le cessez-le-feu, coopérer pleinement avec *"tout ce qui peut faciliter le retour des réfugiés et personnes déplacées chez eux, dans leurs maisons et tout ce qui peut faciliter les opérations humanitaires et de secours"*. En même temps, il affirma que son mouvement est disposé à poursuivre le combat légitime contre l'armée israélienne aussi longtemps qu'elle demeurerait en territoire libanais, tout en proposant de respecter les accords de 1996 en vertu desquels les opérations des deux camps seraient restreintes aux cibles militaires et épargneraient les civils. À cet égard, Nasrallah a insisté sur le fait que son mouvement n'a commencé à pilonner le nord d'Israël qu'en réaction aux bombardements israéliens du Liban à la suite de l'opération du 12 juillet, et que c'est Israël qu'il faut blâmer pour avoir, le premier, étendu la guerre aux populations civiles.

Nasrallah exposa ensuite une position au sujet de la résolution 1701 qui pourrait être décrite de la façon la plus précise comme une approbation avec beaucoup de réserves, en attente de vérification dans la mise en pratique. Il exprima une protestation contre le caractère injuste de la résolution qui s'est abstenue dans ses préambules de condamner Israël pour son agression et ses crimes de guerre, en ajoutant cependant qu'elle aurait pu être bien pire encore et manifestant son appréciation pour les efforts diplomatiques ayant permis d'éviter cela. Son argument central fut de souligner le fait que le Hezbollah considère nombre de problèmes traités par la résolution comme étant des affaires intérieures libanaises devant être discutées et réglées par les Libanais eux-mêmes. Il mit l'accent à ce propos sur la préservation de l'unité et de la solidarité nationales libanaises.

Dans les circonstances données, la position de Nasrallah était la plus correcte possible. Le Hezbollah a dû faire des concessions pour faciliter la fin de la guerre. Comme toute la population libanaise était prise en otage par Israël, toute attitude intransigeante aurait eu des conséquences humanitaires désastreuses en plus des résultats

épouvantables de la furie meurtrière et destructrice d'Israël. Le Hezbollah sait parfaitement que le véritable enjeu tient beaucoup moins aux termes d'une résolution du Conseil de Sécurité qu'à son interprétation et son application effectives, et que ce sont la situation et le rapport des forces sur le terrain qui sont déterminants à cet égard.



La "continuation de la guerre par d'autres moyens" a déjà débuté en force au Liban. Quatre questions principales sont en jeu, ici exposées dans l'ordre inverse de leur priorité. La première, sur le plan intérieur libanais, est le sort du cabinet. La majorité parlementaire existante au Liban est le résultat d'élections menées sous le couvert d'une loi électorale défectueuse et déformatrice, imposée par l'ancien régime dominé par les Syriens. L'une de ses conséquences majeures a été la déformation de la représentation de l'électorat chrétien, avec une forte sous-représentation du mouvement conduit par le Général Michel Aoun qui, après les élections, a noué une alliance avec le Hezbollah.

De plus, la récente guerre a profondément altéré le moral politique de la population libanaise et la légitimité de la majorité parlementaire actuelle est fortement discutable de ce fait. Bien entendu, un changement de gouvernement en faveur du Hezbollah et de ses alliés altérerait radicalement le sens de la résolution 1701 dans la mesure où son interprétation dépend beaucoup de l'attitude du gouvernement libanais. À cet égard, un des principaux soucis est d'éviter le dérapage vers une nouvelle guerre civile au Liban : c'est ce que Hassan Nasrallah avait en tête lorsqu'il souligna l'importance de "l'unité nationale".

La deuxième question, qui concerne également les affaires intérieures libanaises, est l'effort de reconstruction. Hariri et ses alliés saoudiens avaient construit leur influence politique au Liban en dominant les efforts de reconstruction qui avaient fait suite à la guerre de 15 ans achevée en 1990. Cette fois, ils seront confrontés à une forte concurrence menée par le Hezbollah, soutenu par l'Iran et avec l'avantage de ses liens étroits avec la population libanaise chiite, principale cible de la guerre vengeresse d'Israël. Comme l'analyste militaire très connu Ze'ev Schiff l'a écrit dans *Haaretz* : "Beaucoup dépendra aussi de qui aidera à la reconstruction du Liban sud. Si c'était l'œuvre du Hezbollah, la population chiite du Liban sud serait l'obligée de Téhéran. Cela devrait être empêché." (6) Ce message a été reçu cinq sur cinq à Washington, Riyad et Beyrouth et aujourd'hui même des articles sonnent l'alarme à ce sujet dans les principaux journaux aux Etats-Unis.

La troisième question est naturellement celle du désarmement du Hezbollah dans la zone délimitée au Liban sud pour le déploiement de l'armée libanaise et de la FINUL réorganisée. Le maximum que le Hezbollah est disposé à concéder à cet égard, c'est de "cacher" ses armes au sud du Litani, c'est-à-dire éviter de les exposer et les stocker dans des lieux secrets. Tout pas allant au-delà, sans même mentionner le désarmement du Hezbollah dans l'ensemble du Liban, est lié par l'organisation à une série de conditions qui vont de la récupération par le Liban des fermes de Chebaa, occupées par Israël depuis 1967, à l'émergence d'un gouvernement et d'une armée capables de défendre la souveraineté du pays contre Israël et déterminés à le faire. Cette question représente le premier problème majeur sur lequel l'application de la résolution 1701 pourrait trébucher, puisque aucun pays au monde n'est actuellement en position de désarmer le Hezbollah par la force, tâche à laquelle la plus formidable armée moderne du Moyen-Orient, et l'une des principales puissances militaires du monde, a complètement failli. Cela signifie que toute force déployée au sud du Litani, qu'elle soit libanaise ou mandatée par l'ONU, devra accepter l'offre du Hezbollah, avec ou sans déguisement.

La quatrième question est, bien sûr, celle de la composition et de la mission des nouveaux contingents de la FINUL. Le plan initial de Washington et Paris était de refaire au Liban ce qui a lieu en Afghanistan où une force supplétive de l'OTAN, avec une feuille de vigne onusienne, mène la guerre de Washington. Mais la résistance militaire aussi bien que politique du Hezbollah a contrecarré ce plan. Washington et Paris ont tout de même cru qu'ils pourraient l'exécuter, graduellement et sous camouflage, jusqu'à ce que les conditions politiques soient réunies au Liban pour une épreuve de force opposant l'OTAN et ses alliés locaux au Hezbollah. Effectivement, les pays censés envoyer les principaux contingents sont tous membres de l'OTAN : avec la France, l'Italie et la Turquie sont en attente, tandis que l'Allemagne et

l'Espagne sont sollicitées avec insistance pour les suivre. Cependant le Hezbollah n'est pas dupe. Il est déjà à l'œuvre pour dissuader la France d'exécuter son plan d'envoyer des troupes d'élite, soutenues par son unique porte-avion mouillant en Méditerranée au large des côtes libanaises.

Sur la dernière question, le mouvement anti-guerre dans les pays de l'OTAN pourrait aider grandement la résistance nationale libanaise et la cause de la paix au Liban en se mobilisant contre l'expédition de forces de pays membres de l'OTAN, contribuant ainsi à dissuader les gouvernements de ces pays d'aider Washington et Israël dans leur sale boulot. Ce dont le Liban a besoin, c'est d'une force véritablement neutre de maintien de la paix à sa frontière sud et, surtout, que l'on permette à son peuple de régler ses problèmes internes par des moyens politiques pacifiques. Toute autre voie conduirait au renouvellement de la guerre civile libanaise au moment où le Moyen-Orient, et le monde entier en l'occurrence, ont

déjà beaucoup de difficulté à faire face aux conséquences de la guerre civile que Washington a déclenchée et qu'il continue d'alimenter en Irak. ■

Notes :

(1) Sur les implications régionales et mondiales de ces événements, voir mon article " *Le navire en perdition des desseins impériaux états-uniens*", mis en ligne le 7 août 2006 sur www.europe-solidaire.org. (2) Comme l'a dit un observateur israélien dans un article au titre fort révélateur: " *Ce fut une erreur de penser que la pression militaire pourrait générer un processus qui amènerait le gouvernement libanais à désarmer le Hezbollah.*" Efraim Inbar, " *Prepare for the next round*", *Jerusalem Post*, 15 août 2006. (3) Ze'ev Schiff, " *Delayed ground offensive clashes with diplomatic timetable*", *Haaretz*, 13 août 2006.*

* Gilbert Achcar est originaire du Liban et enseigne les sciences politiques à l'Université de Paris-VIII. Son livre le plus connu *Le choc des barbaries* est paru en édition de poche (10/18) en 2004. Un livre de ses dialogues avec Noam Chomsky sur le Moyen-Orient, *Perilous Power*, édité par Stephen R. Shalom, paraîtra bientôt chez Fayard.



Photo: Indymedia.be

Nous avons rencontré Nidal Amer, informaticien belge d'origine libanaise, membre d'ATTAC et d'Une Autre Gauche. A l'annonce de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, il a créé un "blog" sur le net afin d'informer sur la réalité du conflit, et particulièrement de la préméditation de l'agression. PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS HOUART

Nidal: Je n'avais pas de contact particulier avec la communauté libanaise en Belgique. Il y a quelques mois, j'avais pris contact avec l'association qui agit en faveur d'un Liban laïque, mais cet engagement concernait plutôt la situation interne du pays. Lors de la mobilisation contre l'attaque israélienne, c'est au départ de cette association que j'ai trouvé des liens et des contacts avec d'autres associations en faveur de la mobilisation... et les rassemblements du Rond-point Schumann, un peu spontanés au début, ont évolué vers quelque chose de plus organisé.

En effet, à l'annonce de l'invasion israélienne, toute l'émotion des années que j'ai vécues au Liban avait ressurgi: lorsque j'avais quitté le pays, au début de mes années universitaires, en 1985, je n'avais pratiquement connu que des périodes de guerre. Et particulièrement depuis 1982, où j'avais vu, déjà, l'armée israélienne envahir le Liban et

où j'avais vécu la terrible réalité de l'occupation puisque je vivais dans le sud, où ma famille se trouve toujours.

Cette expérience me conduit à la prudence: certains pensent que le cyclone est passé. Pour ma part, j'attends que le dernier soldat israélien soit parti pour commencer à souffler. A l'époque, j'avais des idées qui étaient un mélange de nationalisme et de convictions de gauche. C'est quand j'ai quitté le Liban et que j'ai fait la connaissance de la gauche plus large, que j'ai évolué et me suis situé en tant qu'internationaliste, dans la mouvance altermondialiste, et membre d'Attac.

En ce qui concerne les actions d'Israël au Liban et dans tout le Moyen-Orient, je crois qu'il faut les comprendre dans un contexte plus large. D'une part, il y a le gouvernement Bush qui est confronté à l'échec relatif des

"Révolutions oranges" (retour des socialistes en Ukraine, formation d'un gouvernement d'union nationale au Liban, dans lequel le Hezbollah reste bien présent et qui rechigne aux privatisations), à la guerre civile en Irak, et qui ne peut guère agir pour l'instant à cause de l'évolution de son opinion publique, sauf à perdre l'espoir pour les néo-conservateurs de gagner les prochaines élections. D'autre part, l'impunité d'Israël, particulièrement depuis quelques années, lui permet d'avancer dans la réalisation de son leadership régional, lequel profite à l'administration Bush en identifiant un adversaire commun, le "terrorisme", ici incarné par le Hezbollah. La stratégie, assez réussie jusqu'ici, des gouvernements israéliens est de définir un espace où ils pourront décider seul, "unilatéralement", des conditions politiques au Moyen-Orient. Pour cela, ils ont besoin d'un adversaire qui se prête à la diabolisation "terroriste" (Hezbollah, Hamas...), avec lequel ils peuvent ensuite refuser de discuter. C'est

ainsi qu'il faut comprendre la volonté d'Israël de déprécier systématiquement l'Autorité palestinienne afin de liquider les acquis des accords d'Oslo. Les arrestations des parlementaires et membres du gouvernement palestiniens actuels sont une étape supplémentaire en ce sens. Le manque de réaction sur le plan international, particulièrement des européens, laisse de fait les mains libres à Israël pour continuer dans cette direction. Mais aussi pour les Etats-Unis, dont la cible suivante pourrait bien être l'Iran...

Mais pour l'instant, nos projets, à ma femme Noura et à moi, consistent à retourner visiter nos familles au Liban. Au retour, nous pourrions témoigner plus en détail de la situation sur place. ■

C'est Clair et Net sur:
<http://urgence-liban.blogspot.com/>

12.000 à Bruxelles contre la guerre israélienne

Alors qu'Israël, déjà responsable des meurtrières "pluies d'été" dans les territoires palestiniens occupés décidait avec l'aval des Etats-Unis d'attaquer massivement le Liban le 12 juillet, le monde politique et les associations de paix étaient aux abonnés absents. Choqués par cette complicité tacite de nos gouvernements et solidaires des Libanais qui manifestaient presque tous les jours devant les bâtiments de l'UE, nous nous sommes retrouvés plusieurs dizaines lors d'une première réunion convoquée par Mouedden Mohsin, du Mouvement Citoyen Palestine, le dimanche 17 juillet à Bruxelles pour organiser la solidarité et faire entendre notre point de vue. La Coordination Solidarité Liban Palestine s'est ainsi mise en place et la volonté d'organiser une manifestation nationale au plus vite s'est dégagée : pas question d'attendre la rentrée, de laisser à Israël le temps de finir son sale boulot avant que "Condy" et les alliés européens poursuivent en installant une pax americana favorable à l'agresseur.

Toutes les forces se sont alors concentrées sur cet objectif. Un véritable défi, avec une assemblée générale nouvellement construite et tant de personnes qui ne se connaissaient pas nécessairement au départ et provenaient d'horizons variés tant sur le plan religieux que politique (Amitiés Belgo-Libanaises, Union des mosquées, Stop USA, Radio El Manar, Comité de vigilance Otan, "apolitiques", membres du PTB, du POS...). Un petit comité de pilotage s'est constitué et on a fait appel à toutes nos forces, les tâches ont été partagées en assemblée générale et des groupes de travail se sont constitués car il fallait tout faire, chercher de l'argent pour couvrir les frais, réaliser des affiches, des tracts, les placarder, contacter la presse, constituer un service d'ordre, etc. La date a été fixée : le dimanche 6 août. Et ce fut le succès. En quelques semaines, nous avons pu rassembler avec l'aide des citoyennes et citoyens et des organisations impliquées 10.000 à 15.000 personnes autour des quatre mots

d'ordre: "Stop à l'agression israélo-américaine, arrêt des massacres et des crimes de guerre, solidarité avec les peuples libanais et palestinien, condamnation de l'agression par la Belgique et l'Union Européenne".



Photo: Indymedia.be

Drapeaux palestinien et drapeau libanais en tête, la manifestation s'est parfaitement bien déroulée. Parmi les slogans: la demande de sanctions et l'appel au boycott d'Israël, la demande de jugement des massacres à Kana, à Jénine, à Beyrouth, à Gaza, la condamnation du sionisme. L'Irak était également présent dans tous les esprits. En attendant la mise en place de nouveaux projets, la manifestation fut un réel succès populaire, un succès de la rue sortie pour dire non à l'injustice, à l'intolérable dans un monde muet, sourd et aveugle... car s'il y avait bien quelques drapeaux et calicots (par exemple Attac), il faut le rappeler : c'était les vacances d'été... pour les élus et les institutions politiques, les appareils du monde syndical et du monde associatif... qui ont hélas ce jour-là brillé par leur absence. ■

PAR DOMINIQUE WAROQUIEZ

En ce mois d'août 2006, alors que le monde entier ne fait que se perdre en conjectures à propos du sort de Castro et de l'avenir de Cuba - deux questions qui, visiblement, n'en sont qu'une pour beaucoup, l'endroit où on en entend le moins parler est... Cuba. Aline Dehasse, présente à Cuba, nous livre ses impressions. PAR ALINE DEHASSE

Impressions depuis Cuba en période de **CRISE**

Étrange atmosphère que celle qui règne au cours de ces quelques semaines chargées de doutes planant au-dessus du peuple cubain. Pour un observateur étranger, débarquant dans l'île en espérant être frappé à chaque coin de rue par l'agitation provoquée par l'état de santé du "Comandante", il y a de quoi être déçu.

Le silence et le calme absolu, selon le discours officiel, comme de tous les médias cubains, sont la meilleure preuve de la fidélité des citoyens envers leur *líder máximo* et envers la révolution et ses principes. En effet, à la télé et dans les rues, Cubains et Cubaines de tous âges et de toutes conditions ne cessent de répéter à quiconque leur pose la question que tout va pour le mieux, que Fidel est en train de se remettre sur pied, et que de toutes façons avec ou sans lui rien ne changera, car la révolution continue.

Une unanimité, parfois sincère, qui ne peut qu'éveiller des soupçons à un esprit un peu critique... et donner envie de poser plus de questions encore. Et c'est là que la discussion devient passionnante car de nombreux Cubains, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, tiennent un double discours : celui de la rue, et celui qu'on peut qualifier "d'arrière-cuisine". Car en privé et en compagnie de personnes de confiance, la version change substantiellement. La tension règne bel et bien. L'Etat, a mobilisé l'armée et les soldats de réserve en prévision d'une hypothétique invasion des Etats-Unis; les CDR ont reçu instruction d'être attentifs à tout ce qui se dit et ce qui se fait dans leur périmètre.

Et l'on se demande finalement de quoi les Cubains ont le plus peur : d'une intervention états-unienne dirigée depuis Miami - danger réel qui ne rassure personne à Cuba - ou de la réaction de leurs propres autorités, qui ne laissent pas d'espace pour le moindre doute, le moindre critique ou suggestion exprimés par

le petit peuple. Car les citoyens cubains, dans leur grande majorité, ne veulent pas d'un passage au capitalisme, ni d'une nouvelle politique dictée par ceux qui ont quitté Cuba depuis des décennies; mais ils ne veulent pas plus continuer à vivre dans une société où la parole est travestie pour répondre aux critères acceptables selon le pouvoir, et où on peut être considéré comme ennemi de la révolution pour des motifs parfois absurdes. C'est donc surtout l'incertitude qui règne, un mélange de crainte et d'espoir vis-à-vis du décès possible de Fidel Castro et de l'avenir du pays.

Qu'attendre du futur, dans ce pays où les derniers à être mis au courant de l'état de vulnérabilité de leur dirigeant sont les Cubains eux-mêmes, quand la rumeur courait déjà de par le monde entier ? On pourrait résumer comme ceci les inquiétudes et attentes du peuple cubain: crainte que rien ne change, et crainte que tout n'éclate, l'aspiration idéale étant sans doute de parvenir à conserver les acquis de la révolution qui profitent à tous les Cubains, tout en réformant celle-ci à partir des revendications de ceux qui

la vivent au jour le jour.

Cependant, de nombreuses menaces planent, comme le risque d'un éclatement de conflits internes le jour où le contrôle social se relâchera. En effet, au cours des années et des crises successives supportées par Cuba, les tensions et les rancœurs non exprimées se sont accumulées au sein de la société cubaine, et la soupape de sécurité ne tardera sans doute pas à lâcher.

Finalement, ce flegme confondant affiché par les Cubains en ces moments de crise, associé aux tensions latentes qui envahissent tous les esprits, reflètent parfaitement la complexité et les extrêmes paradoxes de la relation qui lie ce peuple au pouvoir, et en particulier à celui qui en est l'incarnation, Fidel Castro. ■



Appel: La souveraineté de Cuba doit être respectée

Suite au communiqué de Fidel Castro concernant son état de santé et la délégation provisoire de ses pouvoirs, plusieurs hauts fonctionnaires des Etats-Unis se sont prononcés de manière de plus en plus explicite sur l'avenir immédiat de Cuba. Le Secrétaire d'Etat au Commerce, Carlos Gutierrez, a déclaré que " l'heure d'une véritable transition vers une vraie démocratie avait sonné " et le porte-parole de la Maison blanche, Tony Snow, a affirmé que son gouvernement était " prêt et désireux d'apporter une assistance humanitaire, économique et de n'importe quel ordre au peuple de Cuba ", ce qui vient d'être confirmé par le président Bush.

Déjà la " Commission pour un Cuba libre ", présidée par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, avait souligné dans un rapport en juin " l'urgence d'agir aujourd'hui pour que la stratégie de succession du régime Castro ne puisse réussir " et le président Bush avait déclaré que ce document " prouve que nous agissons activement en faveur d'un changement à Cuba et que nous ne nous contentons pas d'attendre que cela arrive ". Le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a annoncé que le plan comprenait un chapitre prévoyant des mesures qui resteraient secrètes " pour des raisons de sécurité nationale " et pour garantir " l'efficacité de leur application ".

Il n'est guère difficile d'imaginer le caractère de telles mesures et de " l'assistance " annoncée, si l'on se réfère à la militarisation de la politique extérieure de l'actuel gouvernement des Etats-Unis et à son intervention en Irak.

Face à cette menace croissante contre l'intégrité d'une nation et contre la paix et la sécurité en Amérique latine et sur l'ensemble de la planète, nous exigeons que le Gouvernement des Etats-Unis s'engage à respecter la souveraineté de Cuba. Nous devons à tout prix empêcher une nouvelle agression. ■

Pour signer l'Appel : <http://www.porcuba.org>

Du 30 juillet au 5 août, à Perugia en Italie, s'est déroulé le 23e camp international des jeunes de la IVe Internationale. Comme chaque année, le camp a été une expérience enrichissante en termes de formation politique, d'échanges internationaux et... festifs. Les grands thèmes à l'ordre du jour pour la gauche ont été abordés: la lutte contre les contre-réformes néolibérales dans l'enseignement (Grèce), contre la flexibilisation du travail (la victoire contre le CPE en France), et la construction d'une alternative politique face à ce néolibéralisme. PAR MATTHIAS LIEVENS

La rivoluzione será mundiale !



Cette dernière question a fortement imprégné les discussions au camp. L'importante délégation italienne y a bien entendu pris part. La participation au gouvernement Prodi du Partito della Rifondazione Comunista (PRC) a été amplement commentée, analysée et critiquée tout au long de la semaine. La gauche oppositionnelle au sein du PRC, la tendance "Sinistra Critica", essentiellement animée par nos camarades italiens de la IVe Internationale, est dans une position délicate. Les deux sénateurs de Sinistra Critica ont un poids non négligeable étant donné que le gouvernement

de l'Unione de Romano Prodi n'a qu'une majorité de deux sièges au sénat... Cela signifie donc qu'ils peuvent faire tomber le gouvernement. On spéculait beaucoup en Italie sur une telle chute du gouvernement Prodi et son remplacement par une grande coalition du centre-droit qui mettrait par le patronat dans une position encore plus confortable. Au sein de la Confindustria, l'organisation patronale italienne, cette perspective est ouvertement plaidée.

Mais pour nos camarades, les dilemmes sont évidents: quels doivent être les points de rupture ? A quel moment faut-il rompre avec l'orientation gouvernementale de Rifondazione ? Et surtout, comment cela pourrait-il déboucher sur la perspective du développement d'une nouvelle force crédible à gauche qui tire les leçons de l'expérience du PRC ? Le parallèle avec la discussion sur le Brésil et l'expérience du PT saute évidemment aux yeux, mais il est clair que nos camarades italiens sont bien plus lucides que la ten-

dance de nos camarades brésiliens qui est restée au sein du PT malgré sa dérive et la trahison de son programme.

Au moment où se tenait le camp, une



Le Bar est ouvert...



première étape difficile a eu lieu. Le gouvernement a voulu prolonger la présence militaire italienne en Afghanistan et en a fait un point de vote de confiance au parlement. Après une longue discussion, Sinistra Critica a décidé d'accorder ce vote de confiance avec une déclaration détaillée exprimant d'une part sa volonté de ne pas trahir le souhait de l'électorat si peu de temps après les élections tout en mettant en garde qu'à l'avenir, un tel vote d'approbation, sur une question de ce genre, n'aurait plus de raison d'être.

L'arrière-fond de toutes ces discussions n'est donc pas uniquement tactique. Il s'agit aussi de tirer les leçons pour la construction d'une gauche large anti-néolibérale et anticapitaliste. Comment est-il possible qu'un parti tel que Rifondazione, qui avait rempli un rôle pleinement positif et correct à l'époque des grandes mobilisations de Gênes en 2001 et qui avait joué à fond la carte des mouvements sociaux contre le néolibéralisme, ait pu si rapidement prendre une toute autre direction en devenant la remorque d'un gouvernement dirigé par un ancien commissaire européen néolibéral ?

Des discussions similaires ont égale-



Spectacle théâtrale sur le droit à l'avortement



Un des nombreux ateliers

ment lieu dans d'autres pays européens. C'est le cas en Allemagne, où le PDS fait partie d'une majorité avec la social-démocratie à Berlin et mène une politique d'austérité. Comment éviter que de tels partis ne succombent à la dérive social-libérale ?

La présence de nombreux jeunes Italiens au camp, actifs au sein des Giovani Comunisti, l'organisation de jeunesse du PRC, était en soi un signe d'espoir. Un espoir que les militants et les tendances au sein du PRC qui sont en désaccord avec le cours majoritaire de leur parti se rassemblent autour du courant Sinistra Critica qui, après l'exclusion de Marco Ferrando et de son groupe du PRC, constitue le pôle de gauche alternatif dans Rifondazione.

A noter enfin que ce 23e camp, avec près

de 600 participants, a été l'un des plus réussis en terme numérique depuis 1995. La délégation d'une quinzaine de Belges s'y est particulièrement bien amusée (entre autres en compagnie de camarades écossais), et est revenue

Le meeting d'ouverture



avec l'espoir de construire une alternative politique à gauche en Belgique qui tire toutes les leçons des expériences européennes. ■

Le 1er octobre se tiendront les élections présidentielles au Brésil. Lula est à nouveau candidat. Pour s'opposer à sa dérive néolibérale, un Front de Gauche s'est formé, composé des partis PSOL, PSTU et PCB. Heloisa Helena (ex-députée PT, fondatrice du PSOL) sera la candidate de ce Front. D'après les derniers sondages, Helena, très populaire pour son courage politique, sa probité, son franc-parler et la défense intransigeante de ses valeurs socialistes, est créditée de plus de 10% des intentions de votes. Nous publions ci-dessous. TRADUCTION ET NOTES: LA GAUCHE

HELOISA HELENA PRÉSIDENTE!

Nous lançons cet appel depuis Quilombo dos Palmares, inspirés par la force de la lutte de Zumbi(1), afin de construire le Front de Gauche (PSOL, PSTU, PCB(2)) et proclamer la candidature d'Heloisa Helena à la Présidence de la République.

(...) Le peuple brésilien ne peut se condamner à choisir entre Lula et Alckmin, deux candidats qui défendent le même programme néolibéral et la même pratique politique de corruption qui mine le Congrès National et le gouvernement. (...) PSDB et PFL (3) ont déjà démontré avec FHC (Fernando Henrique Cardoso(4)) que ce sont les banquiers qui gouvernent réellement, qu'ils utilisent quotidiennement la corruption au pouvoir. Mais la droite n'est pas seulement au côté du PSDB-PFL, elle est également dans le gouvernement Lula. Les banques ont obtenu plus de profits avec le gouvernement PT qu'à l'époque de FHC. Ce n'est donc pas par hasard qu'elles ont offert 7,9 millions de Reais au PT et 4,3 millions au PSDB lors des élections de 2004. Lula va payer aux banquiers près de 520 milliards de Reais d'intérêts de la dette publique. Mais 70% de cette montagne d'argent ira sur les comptes des 20.000 familles les plus riches du Brésil. Pendant ce temps, le gouvernement dépense 5,5 milliards de Reais par an pour la Bourse Familiale, un programme d'assistance sociale utilisée avant tout comme instrument de clientélisme électoral. (...)

Conquérir la souveraineté...

La politique économique du gouvernement est orientée dans le but de satisfaire les intérêts des marchés internationaux, avec des bas taux d'intérêts, la libre circulation des capitaux spéculatifs

et le rapatriement des bénéficiaires des entreprises étrangères qui font du Brésil un exportateur de capitaux pour les pays riches. La dette externe continue de saigner à blanc les ressources nationales. Le budget national est consommé à près de 40% par le paiement des intérêts de la Dette publique, ne laissant que moins de 5% pour les investissements. Nous défendons la

d'où elles rapatrient les bénéficiaires dans leurs pays d'origine. Ces secteurs -tels que le pétrole, les télécommunications, l'énergie, la sidérurgie- doivent être placés sous le contrôle du peuple brésilien. La proposition d'un nouveau projet alternatif économique et social exige des changements structurels que le capitalisme brésilien n'a jamais réalisés et qui, dans le cadre de la mondialisation néolibérale, sont plus inaccessibles que jamais pour lui car ils ne peuvent être obtenus sans une rupture avec la domination impérialiste.

De nouvelles institutions...

Le gouvernement Lula est au centre d'une crise politique qui, comme aucune autre auparavant, a démontré à l'opinion publique le véritable visage du régime de fausse démocratie du pouvoir économique et de la corruption. (...) La présentation d'une proposition de démocratisation radicale du pouvoir et de l'action politique doit se faire, toujours et systématiquement, en articulant la dénonciation de la décadente démocratie de l'argent et de la corruption avec son opposé, la véritable démocratie de la participation des travailleurs et du peuple. La nécessité de démocratiser radicalement le pouvoir, en modifiant son contenu

de classe, doit être répété avec force comme étant une condition première afin d'appliquer un programme d'urgence capable de sortir le pays de la crise et de résoudre les problèmes de la majorité du peuple. Nous voulons que les électeurs puissent révoquer le mandat de ceux qui ont été élus et qui n'accomplissent pas leurs promesses. Nous exigeons la prison et la confiscation des biens des corrompus et des corrupteurs. Nous voulons une transformation radicale de la représentation populaire et de



revendication de Jubilé Sud contre la dette : suspendre le paiement de la dette extérieure et réaliser un audit. Par rapport à la dette interne, nous défendons un audit conformément à ce qui est prévu dans la Constitution de 1988 ainsi que l'analyse de sa structure afin d'identifier les spéculateurs et les grandes entreprises à qui nous proposons de ne plus rien payer.

Des multinationales étrangères utilisent des secteurs économiques stratégiques

ses mandats, au travers d'un financement public exclusif des campagnes électorales, de la démocratisation des horaires pour la propagande électorale dans les médias, de la révocabilité des mandats et de la suppression des clauses qui rendent difficile la représentation des partis et des candidats sans pouvoir économique. Ces mesures doivent radicalement s'attaquer à la corruption, en décrétant également la fin du secret bancaire et fiscal, en établissant le salaire des parlementaires et des gouvernants au travers d'un référendum et avec comme base de départ le salaire minimum. (...)

Lignes directrices...

Nous voulons un plan de travaux publics afin de résorber le chômage, en même temps que la réduction du temps de travail, sans perte salariale. Nous voulons immédiatement doubler le salaire minimum. Pour une profonde réforme agraire sous le contrôle des travailleurs des campagnes. Nous exigeons l'abrogation des réformes néolibérales, à commencer par la réforme de la Prévoyance sociale. Non

à la réforme du marché du travail et des droits syndicaux du gouvernement et du FMI. Non à la réforme de privatisation de l'université. Nous voulons l'abrogation immédiate des privatisations des entreprises publiques, à commencer par celle de Vale do Rio Doce. Annulation des privatisations partielles de Petrobras. Pour le retrait immédiat du Brésil des négociations concernant l'ALCA (Accords de Libre Echange des Amériques). En défense de la femme travailleuse, nous revendiquons la création de crèches pour les enfants de 0 à 6 ans. Nous luttons contre toute forme de discrimination raciale ou sexuelle. De plus, nous préconisons l'imposition sévère des grandes fortunes et des profits des banques et des grandes entreprises. Le contrôle public des travailleurs et des consommateurs sur la production des biens essentiels est une nécessité afin que la redistribution des richesses soit une réalité et pour en finir avec les inégalités qui sont la honte de notre pays.

De Quilombo de los Palmares, nous appelons les travailleurs à se révolter, une fois de plus, contre l'esclavage. La dignité

du travailleur commence par son droit à un emploi et un salaire dignes. L'audace, la créativité et le nouveau sont nécessaires. Et le nouveau, c'est le Front de Gauche. ■

C'est Clair et Net sur :
www.heloisahelena50.com.br/

Notes:

- 1) Zumbi Dos Palmares a été l'un des chefs de guerre les plus importants du royaume autonome des Palmares, fondé au XVIIe siècle par des esclaves insurgés dans le nord-est du Brésil. Ce personnage reste une icône de la résistance anti-esclavagiste et anti-colonialiste / 2) PSOL: Parti pour le Socialisme et la Liberté, fondé en 2004 après l'exclusion, en décembre 2003, d'Heloisa Helena du PT ainsi que d'autres parlementaires. Il rassemble également plusieurs courants marxistes-révolutionnaires dont nos camarades de la IVe Internationale issus de la tendance Démocratie Socialiste du PT. Le PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifiés) est une importante organisation trotskyste du courant dit "moréniste" LIT-CI. PCB: Parti Communiste Brésilien "historique" pro-Moscou. / 3) PSDB-PFL: Principale force de l'opposition de droite actuelle, une coalition entre le Parti de la Social-Démocratie Brésilienne et le Parti du Front Libéral. / 4) Fernando Henrique Cardoso, leader du PSDB, il a été président du Brésil de 1995 à 1999 et de 1999 à 2003.

FRAUDE LOURDE DE CONSÉQUENCES

La fraude électorale à l'élection présidentielle de 2006, qui a permis la victoire du candidat de droite, Felipe Calderón, aura des répercussions plus profondes que celle de 1988. Après quatre jours de suspense, le candidat de droite, Felipe Calderón, du Parti d'action nationale (PAN), a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle mexicaine, face au candidat Andrés Manuel López Obrador du Parti de la révolution démocratique (PRD). Ce dernier a fait appel et demande un nouveau décompte des voix. Chacun des deux candidats se proclamant victorieux, le pays est dans l'impasse. Ce "résultat" électorale, fabriqué de toutes pièces depuis la présidence et suivi servilement par le prétendu Institut fédéral

électoral (IFE), n'a fait que mettre en évidence la profonde crise de direction qui couve déjà depuis plusieurs années.

Les changements profonds qui ont commencé en 1988, lors du sixième mandat présidentiel de Salinas du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), avec la libéralisation des secteurs économiques nationalisés, ont littéralement explosé au cours de la dernière élection. Les partis politiques ont cessé de représenter des secteurs ou des classes sociales et font tout pour discréditer la politique - entendue comme la gestion de la chose publique. Ils ont accepté les nouveaux paradigmes de ce que, dans d'autres pays, on nomme la "gouvernance démocratique", en cherchant à dissoudre la confrontation sociale pour la détourner vers une série de querelles entre partis qui sont censées se résoudre dans le cadre des institutions "démocratiques". Le problème est qu'à chaque fois que se dessine un tel scénario, on ne considère que ce

qui se passe dans les hautes sphères du pouvoir. Le mépris est la caractéristique fondamentale avec lequel ils élaborent leurs "analyses".

En 1988, le leader du Parti révolutionnaire démocratique, Cuauhtémoc Cárdenas avait déjà perdu la présidence suite à une gigantesque fraude électorale. Cependant, 2006 et 1988 présentent des différences. D'abord, parce que les institutions, qui ont été créées depuis cette fraude de 1988, connaissent une crise sans retour possible à la normale. Quelle que soit la façon dont la crise actuelle sera résolue, celui qui sera élu n'aura pas de légitimité. Ensuite, parce que quelque chose de profond et en train de se produire dans le Mexique d'en bas. En bas, un processus d'insubordination se construit au plus profond de la société:



dans les villages indiens, parmi les jeunes maltraités par le pouvoir, y compris au sein du PRD, parmi les travailleurs des "maquilas" (usines installées dans des zones franches et travaillant pour le marché américain), parmi les femmes insoumises qui vivent dans l'angoisse que leurs maris émigrent vers le nord, dans les organisations politiques de gauche qui sont convaincues qu'il existe quelque chose au-delà du capital et de la démocratie représentative, parmi tous ceux qui ont formé l'"Autre campagne" ("La Otra Campaña") des zapatistes à travers le Mexique et qui existent dans tout le pays et sont en train de s'organiser.

Le Mexique d'en bas a fait également

irruption à Oaxaca. Deux semaines avant l'élection présidentielle, une sanglante répression s'est abattue sur la ville, visant des enseignants qui demandaient de meilleures conditions de travail. Beaucoup d'entre eux ont voté pour le PRD, mais le plus important est la confiance acquise en leurs propres forces, qui va au-delà de leurs dirigeants et des conjonctures. Cette confiance leur a permis, jusqu'à aujourd'hui, de décider par eux-mêmes de leur tactique sans céder aux pressions externes et aux conseils des "bonnes consciences". Après plusieurs heures de bataille rangée, ils ont réussi à repousser les forces de répression.

Il y a eu aussi, en mai 2006, une confrontation entre l'armée mexicaine et les



communautés d'Atenco et de Texcoco, qui s'opposaient à la construction d'un supermarché Wall Mart à la place d'un marché indigène. Les faits concrets sont sur la table : crise de domination, début de l'in-subordination. Que chacun choisisse ses priorités. ■

PAR SERGIO RODRIGUEZ LASCANO, DE MEXICO

Récemment, notre camarade Georges Dobbeleer a publié ses mémoires, "Sur les traces de la révolution, itinéraire d'un trotskyste belge"*. La Gauche a rencontré ce militant de longue date pour revenir sur certains épisodes de sa vie engagée.

Sur les traces de la révolution



La Gauche: Ce récit est un peu inattendu de ta part alors que ta vie est faite avant tout d'un activisme incessant surtout dans les années 50 et 60.

Georges Dobbeleer: J'ai eu

la chance de disposer de beaucoup de documents, articles, brochures, livres et surtout d'une collection d'agendas bourrés de notes ce qui était indispensable précisément pour ne pas oublier ou manquer un contact, une lutte syndicale, une grève, un débat politique.

Tu as milité avec Ernest Mandel et agi au côté de nombreux militants de la IV^e Internationale, et d'autre part Alain Krivine t'a adressé une préface qui témoigne de beaucoup d'estime à ton égard mais tu n'as pas toujours été trotskiste...

Non et c'est tout de même une évolution heureuse qui m'a conduit au marxisme révolutionnaire. Je suis né à Genval un village du brabant wallon, dans une famille attachée aux valeurs traditionnelles du côté paternel mais la guerre, entre 1940 et 1945 m'a fait évoluer de façon assez radicale vers une prise de conscience politique. Dans mon livre j'ai voulu tout d'abord évoquer un monde disparu: celui des années 30 où ma région natale n'était pas du tout envahie par l'expansion de la grande banlieue de Bruxelles. Genval c'était un milieu encore rural même si une grande usine y employait beaucoup d'ouvriers.

La guerre t'a éveillé à la politique mais sans te conduire vers les organisations ouvrières et ton activité syndicale n'a pas commencé très tôt...

Pour faire du syndicalisme il faut d'abord trouver du travail et ne pas se retrouver au chômage trop souvent mais il est vrai que mes premières prises de conscience politiques ont représenté surtout un rejet de plus en plus vif de l'idéologie catholique conservatrice que je recevais au collège

de Braine l'Alleud et aussi un enthousiasme à l'égard de l'URSS, victorieuse d'Hitler et modèle -semblait-il- d'une construction du socialisme. Voir plus clair était difficile.

Les militants communistes de ta famille maternelle, victimes des nazis, on pu te servir de modèles ?

Oui et non: j'avais moins de 15 ans à leur mort mais au moins n'étaient-ils pas des staliniens aveugles. C'étaient de vrais communistes fidèles à la révolution russe et à l'idéal qu'elle représentait.

Tu as d'abord été séduit pourtant par Emmanuel Mounier, le "personnalisme".

C'était une doctrine révolutionnaire. Mounier proclamait la nécessité d'une révolution sociale contre le capitalisme et il appelait celui-ci par dérision "le désordre établi". Mais quand j'ai voulu construire avec les "Groupes Esprit" une organisation rassemblant chrétiens de gauche, socialistes et communistes pour préparer ensemble une structure politique, j'ai constaté que ce n'était pas réaliste et que seules des militants de la classe ouvrière

gagnés au marxisme pourraient renverser un jour le capitalisme.

Les révolutions dans les années 50 et 60 se produisaient dans le tiers-monde, n'est-ce pas une contradiction qui pouvait freiner ton zèle activiste ?

G.D.: J'étais plein d'admiration pour les révolutionnaires chinois, vietnamiens, algériens et cubains, même si leur victoire restait entachée de graves erreurs. Ces batailles dans le tiers-monde semblaient une étape qui serait suivie de montées révolutionnaires en Europe et même aux États-Unis, comme le pensaient d'ailleurs Cannon et les trotskistes américains. Le capitalisme s'est révélé beaucoup plus résistant que nous ne le pensions et le poids du réformisme des socialistes, comme le frein actif à la révolution caractéristique des partis stalinien, ont fait capoter des occasions. Ce fut le cas en Belgique en 1950 et en 1960 et surtout en France où mai 1968 était un véritable début de révolution.

LG: Tu as voulu contribuer à reconstruire une section de la IVème Internationale en Pologne...

G.D.: C'est la grève des ouvriers métallurgistes de Poznan en juin 1956 qui m'a poussé à entreprendre de rassembler en Pologne des camarades épars qui s'orientaient vers le trotskysme, donc vers un communisme démocratique. Même si ce noyau ne comprenait qu'une poignée de militants, c'était un premier succès de réunir autour d'un même idéal un ancien trotskiste: Kazimierz Badowski et de jeunes leaders contestataires: Modzelewski et Kuron. Tout un travail a été entrepris alors par l'Internationale pour fournir aide et documents à ce petit groupe. Ils ont payé d'années de prison à répétition leur contestation de l'idéologie stalinienne et du pouvoir de la caste bureaucratique. Pourtant ils ont fort contribué à la naissance du syndicat Solidarnosc. Celui-ci a représenté pendant un certain temps une vraie organisation ouvrière démocratique lancée dans la lutte contre la bureaucratie stalinienne. Bien sûr la population polonaise d'aujourd'hui qui croit à un avenir capitaliste et conservateur n'en a pas tiré les leçons, ce qui est assez triste.

Tu as aussi été chargé de mission en

Extrême-Orient pour la IV^e Internationale.

G.D.: Chargé de mission c'est beaucoup dire: je devais reprendre contact avec de petits groupes clandestins à Hong Kong et à Saïgon et débattre avec ces camarades de l'évolution probable des luttes dans leur pays. Au Japon et en Inde, j'ai aussi présenté aux jeunes proches de notre tendance une analyse des luttes de classes en Europe et les résultats de la tactique entriste. J'ai appris beaucoup au contact de ces camarades et je leur ai peut-être donné aussi l'occasion de mieux percevoir l'évolution mondiale et ainsi contribué plus efficacement à y jouer un rôle révolutionnaire positif.

Tu parles de l'entrisme. Quel a été son efficacité dans le PS en Belgique ?

G.D.: Tout d'abord nous avons pu, surtout grâce à Emile Van Ceulen, radicaliser la Jeune Garde Socialiste, lui donner une doctrine antimilitariste cohérente et surtout une volonté de solidarité internationaliste avec les révolutions coloniales. Notre efficacité militante nous a permis de recruter un certain nombre de jeunes et d'arriver en quelques années seulement à diriger cette organisation de jeunesse.

Et le journal "La Gauche" ?

G.D.: Le grand succès de l'entrisme en Belgique qui nous a permis de structurer une aile gauche dans le PSB jusqu'en décembre 1964 est dû avant tout à la présence d'Ernest Mandel. Il n'était pas seulement un brillant théoricien marxiste mais un militant d'un dynamisme exceptionnel et d'une efficacité remarquable. En s'associant à André Renard dans la rédaction, en 1956, du programme radical de la FGTB intitulé "Programme des réformes de structures" - et nous ajoutions "anticapitalistes" - il a contribué à politiser des milliers de militants syndicaux ouvriers à Liège et aussi ailleurs en Wallonie. Le prestige d'Ernest lui a permis de s'associer au syndicaliste Jacques Yerna et au député socialiste Ernest Glinne pour créer en décembre 1956 le journal "La Gauche". Nos équipes de militants en ont diffusé des milliers d'exemplaires pendant la grève générale de 60-61 sans pouvoir convaincre Renard de mener la grève à la victoire en organisant une "marche sur Bruxelles" mais nous avons aidé beaucoup de travailleurs à

voir clair.

Mais en décembre 1964 c'est l'échec de l'entrisme.

G.D.: Echec relatif: nous étions nombreux à vouloir construire une "Union de la gauche socialiste" avec Pierre Le Grève à Bruxelles et un "Parti Wallon des Travailleurs" dont j'étais devenu l'un des leaders en Wallonie. Le rôle néfaste du wallingant Perin à Liège, le recul de Yerna, la capitulation de Glinne nous ont fait échouer dans la création d'un parti socialiste de gauche qui aurait pu arracher au PSB réformiste le contrôle idéologique et organisationnel d'une partie de la classe ouvrière. Nous avons organisé des luttes dans la sidérurgie liégeoise, l'industrie du verre à Charleroi et dans le syndicat de l'enseignement qui n'ont pas pu empêcher le PSB de reprendre la direction des travailleurs. En créant la LRT puis le POS nous avons pu cependant garder une petite structure politique fidèle aux idéaux marxistes révolutionnaires.

Et la suite de tes mémoires ?

G.D.: C'est grâce à mes camarades parisiens que j'ai pu voir se réaliser l'édition de ce livre qui raconte la première moitié de ma vie de 1930 à l'été 1968. Il est fort possible que le récit de la seconde moitié, jusqu'en 2006, puisse paraître l'été prochain. L'utilité d'un livre de mémoires politiques c'est de montrer par l'analyse des événements et des luttes du passé les erreurs qu'il faut éviter pour que de nouvelles luttes réussissent mieux. Avec l'optimisme marxiste on peut en être persuadé.

Tu continues à 76 ans à être un militant trotskyste actif. C'est un exemple de combativité gardée tout au long d'une vie... Une vie que tu as risquée d'ailleurs à plusieurs reprises.

G.D.: Et je pourrai peut-être militer encore pendant longtemps, si je deviens centenaire. J'en ai bien l'intention d'ailleurs ! ■

*** ouvrage disponible sur commande au POS (20 rue Plantin, 1070 Bruxelles) ou auprès de Georges Dobbeleer en versant 23 euros - frais de port compris - sur le compte 001-0820026.64.**



Le lundi 7 août la télévision belge a consacré une bonne partie de son journal de 19 h 30' au 50e anniversaire de la catastrophe du Bois du Cazier à Marcinelle et le même soir, nous avons pu voir un film de la télé intitulé "Une catastrophe annoncée". C'est donc une soirée presque entière qui a été construite autour de ce drame. Il est étonnant que Jean Van Lierde n'ait pas été cité dans cette émission alors qu'il avait précisément "annoncé" cette catastrophe dans sa brochure "Six mois dans l'enfer d'une mine belge" publiée en 1953 par la J. G. S. et ré-éditée évidemment après le 8 août 1956... PAR GEORGES

DOBBELEER

Dans l'enfer d'une mine belge

Jean Van Lierde, chrétien de gauche antimilitariste et membre de la J. G. S. avait été emprisonné à plusieurs reprises en tant qu'objecteur de conscience. À partir d'avril 1952, le ministre PSC de l'époque l'avait envoyé travailler deux ans à la mine plutôt que de retourner en prison. Il travailla un semestre au Bois du Cazier avant d'en être expulsé pour agitation syndicale.

Dans sa brochure il décrit les conditions de travail inhumaines dans des veines en pente de de 40 ou 50 cm d'épaisseur, les accidents fréquents entraînant des blessures, les amendes pour production insuffisante. La sécurité générale n'est pas le souci de la direction qui veut obtenir des bénéfices à n'importe quel prix.

Jean Van Lierde écrit "Sur des dizaines de mètres de galerie, les cintres métalliques pour le soutènement et les bois de soutien sont tordus ou brisés, des blocs énormes sont prêts à tomber et chutent d'ailleurs de temps en temps... Dans les tailles nous trouvons régulièrement des rondins de soutien qui basculent à la moindre secousse, d'autres, cassés, sont laissés tels alors qu'ils sont là seule assurance contre les éboulements. Tous ces faits éclairent la cadence des accidents passés ou futurs". Et il ajoute "La raison de l'insécurité résulte manifestement de cette cadence productiviste à laquelle sont soumis les ouvriers qui boisent et tous les autres". Et il cite les 31 morts victimes d'accidents dans 8 charbon-

nages en une seule semaine de juin 1952.

Comme au Bois du Cazier le mépris des règles de sécurité causera une catastrophe en septembre 1953 aux charbonnages du Many à Seraing où il y aura plus de 10 morts. Et on doit ajouter à cela les décès - bien plus discrets mais qui se sont succédés pendant des décennies

du Cazier mais que cette fois là un wagonnet mal engagé dans la benne de remontée n'avait pas déclenché un incendie. La présence côte à côte de conduites d'huile, d'autres d'air comprimé et de circuits électriques très peu protégés allaient provoquer l'incendie catastrophique 8 août et la mort de 262 mineurs en majorité italiens, comme dans les autres mines belges.



Le patronat charbonnier a reçu de 1945 à 1959 des milliards de francs de l'époque comme subsides. Ceux-ci devaient permettre la modernisation des charbonnages et accroître leur sécurité. L'incurie de nombreux cadres et surtout la volonté claire du patronat d'empocher le plus d'argent possible avant la fermeture prévisible de nombreuses mines n'a pas abouti à l'utilisation efficace de ces subsides et à sauver la vie des mineurs.

Le capitalisme des patrons miniers du temps de Zola ne s'était guère humanisé en un siècle. La fermeture des charbonnages à partir de 1959, après l'explosion sociale du Borinage, à arrêté le massacre mais il ne faut pas oublier les conditions

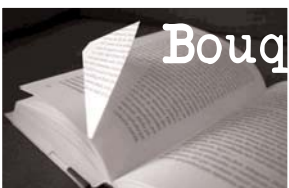
de milliers de mineurs atteints de la silicose due avant tout aux conditions de travail sans protections particulières.

L'émission de télé de ce lundi 7 août 2006 a permis à un mineur italien de dire que quatre ans avant la catastrophe de Marcinelle, un accident semblable à celui du 8 août 1956 avait eu lieu au Bois

incroyables dans lesquelles travaillaient les mineurs. Ces dernières années dans les charbonnages chinois, dans un pays qui se prétend communiste, il y a eu de nombreux accidents entraînant des centaines de morts. La mine ne tue plus en Europe occidentale mais tue encore ailleurs dans le monde, à cause du mépris envers les travailleurs. ■



L'Université d'été de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à Port Leucate a été l'occasion pour notre camarade Olivier Besancenot d'entamer, avec un discours combatif et devant les 750 participant/es, sa campagne pour les élections présidentielles. Tandis que les présidentiables du PS français se bousculent au portillon et se déchirent, à gauche du social-libéralisme, c'est toujours l'inconnue quant à la possibilité de voir se dégager une candidature unitaire capable de représenter dans les urnes la victoire du "non" au TCE, la crise des banlieues et la lutte contre le CPE. Fin juin, la LCR a officiellement avancé Olivier comme son candidat, mais tout en affirmant son retrait en faveur d'un/e candidat unitaire crédible si les conditions sont réunies. Pour la LCR, une telle candidature unitaire ne peut aboutir qu'à la condition expresse que les partenaires affirment la nécessité d'une alternative anticapitaliste et se refusent à tout accord gouvernemental avec le PS. En attendant, avec 6% des intentions de votes dans les sondages, Besancenot devance Buffet (PCF) et Laguiller (LO). Cette dernière a même affirmé qu'au cas où son organisation n'obtenait pas les 500 signataires de maires nécessaires à la candidature, son organisation appellerait à voter pour le candidat de la LCR.



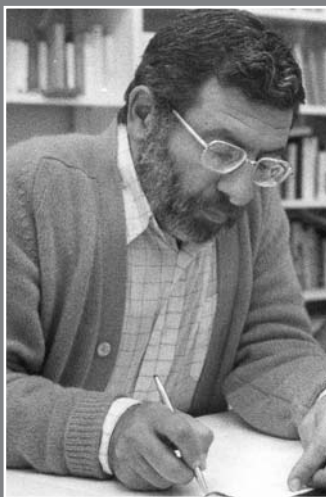
Bouquinages

44 textes de Marcel Liebman sur Israël, le sionisme et la Palestine téléchargeables en format pdf.

L'institut Marcel Liebman s'est doté d'un site internet bien fourni sur l'oeuvre de ce grand militant et intellectuel marxiste. On trouvera notamment dans la section consacrée aux écrits de Liebman sur le Moyen-Orient l'important article " Une tête de pont de l'Occident ", publié en 1970 dans la revue française Politique aujourd'hui et dans la revue américaine Monthly Review, qui représente sans doute l'exposé le plus complet de l'ensemble des positions de Liebman.

Publiés de 1956 à 1984, ces articles permettent d'abord de suivre l'évolution des positions de Marcel Liebman. Si en 1956-58, il adopte encore un point de vue clairement pro-israélien, il insiste néanmoins sur la nécessité pour l'Etat juif de ne pas être un " bastion occidental " et de " s'accorder avec ses voisins arabes " afin de "s'intégrer dans le Moyen Orient ". En 1967, au moment de la guerre des 6 jours, Marcel Liebman insistera sur le fait qu'aucune solution du conflit israélo-arabe n'est concevable sans connaître et prendre en compte le point de vue arabe et sur le fait qu'un dialogue n'était concevable qu'au prix d'une " révision déchirante " de l'attitude israélienne.

1969 marquera pour Liebman la découverte de la lutte des Palestiniens, le conflit israélo-arabe



devenant à ses yeux surtout un conflit israélo-palestinien. Il s'engage aussi à partir de là dans une action militante de solidarité qui ne cessera de prendre de l'ampleur jusqu'à sa disparition. Si, dans une première phase, Liebman semble juger que la perspective, avancée notamment par El Fatah, d'une Palestine binationale laïque et démocratique, représente la formule à la fois la plus radicale mais aussi la plus rationnelle et la plus susceptible d'assurer la paix et la justice au Moyen Orient, il se ralliera ensuite, en même temps que l'aile modérée de la résistance palestinienne, vers 1980, à l'idée d'une coexistence de deux Etats.

Les lecteurs pourront juger par eux-mêmes dans quelle mesure ces analyses ont gardé leur pertinence au cours des 20 ans écoulés depuis la disparition de Marcel Liebman, en particulier au cours de la dernière période.

Par ailleurs, de nombreux textes et articles de Marcel Liebman consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier belge et international, à Léon Trotsky, etc. (dont plusieurs articles écrits pour notre journal La Gauche), sont également disponibles. ■

www.institutliebman.be

Samedi 18 novembre

- Bruxelles **Colloque**

De 13h à 21h, la Formation Léon Lesoil organise son deuxième grand colloque en hommage à Ernest Mandel. Le thème du colloque de cette année est :

« Le rôle des médias dans la lutte pour une autre société. »



la gauche fête ses 50 ans

1956-2006

Programme: (provisoire)

13h00 : Introduction par Céline Caudron, rédactrice à *La Gauche*

13h30 : **La Gauche dans la lutte ouvrière en Belgique**

C'est en 1956 qu'Ernest Mandel démarre avec une équipe déterminée un nouvel hebdomadaire: "*La Gauche*, organe de combat socialiste". Le premier titre, "OUI, il faut prélever 5 milliards sur les bénéfiques capitalistes", reste d'une actualité brûlante et aujourd'hui, 50 ans plus tard, *La Gauche* existe toujours. Avec :

Georges Dobbeleer, rédacteur à *La Gauche* et auteur de "Sur les traces de la révolution". **Ida Dequeecker**, ancienne rédactrice de *Rood*. **Vincent Scheltiens**, ancien rédacteur en chef de *Rood*. **France Arets**, active dans le soutien aux sans papiers. Animateur: **Ataifo Riera**, rédacteur à *La Gauche*

16h30 : **Le rôle politique des médias dans les luttes actuelles**

La lutte de classes n'a pas disparu ces 50 dernières années, mais les formes de lutte ont évolué. Le paysage médiatique a lui aussi fortement évolué avec, surtout lors de cette dernière décennie, l'influence des nouvelles technologies sur la production de l'information : le vidéo-journalisme, les publications électroniques, les chaînes par satellite comme Al Jazeera, ou encore les télévisions accessibles sur internet comme TeleSur. Peut-on les considérer comme de nouveaux outils pour les luttes d'aujourd'hui ? Avec :

Freddy De Pauw (*Uitpers*, webmagazine de politique internationale, auteur de "Handelaars in nieuws"). **Henri Maler**, maître de conférences à l'université de Paris VIII et animateur d'ACRIMED (action-critique-médias). **Nadine Rosa-Rosso**, collaboratrice de "Contradictions". **Geoffrey Geuens**, chercheur à l'ULG et auteur de "L'information sous contrôle. Médias et pouvoirs économiques en Belgique." **Paul Delmotte**, professeur de Politique internationale à l'IIHECS (Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales), spécialisé dans les problèmes du Monde arabe. Animatrice: **Anke Hintjens**

18h00 : Repas

18h30 : **Projection vidéo de 20 min., "Journalistes en dangers"**

suivie par un débat sur : La presse, une arme dangereuse dans la lutte anticoloniale

Dangereuse pour les journalistes parce qu'ils se font harceler, blesser ou tuer par les forces coloniales, mais dangereuse aussi pour la propagande dominante parce que les images et les reportages de la presse anticoloniale contredisent en permanence la version dominante. Avec: **Ibrahim Al-Husari**, journaliste et réalisateur palestinien, Ramallah, Palestine. **Michel Warschawski**, militant anticolonial et directeur AIC, *Alternative Information Center*, Jérusalem. **Dogan Özguden**, directeur de la revue *Info-Türk*, Bruxelles. **Giuliana Sgrena**, journaliste à *Il Manifesto*, Italy (sous réserve). **Hadeel Wahdan**, journaliste à *Al Arabiya*, Ramallah, Palestine. Animatrice: **Mireille Court**, journaliste à *Rouge*, LCR-France.

sommaire

ALTERNATIVES	
■ Splintex. Un combat, un livre	2
EDITO	
■ Votez contre le néolibéralisme!	3
REB'ELLES	
■ Pour ou contre l'avortement...	4
ECO-LOGIQUE	
■ Marxisme, "domination de la nature"...	6
PLANÈTE SANS VISA	
■ Interview d'Oscar Flores...	7
POLITIQUE	
■ 28 octobre. Journée d'alternatives...	8
■ Extrême droite de masse...	10
DOSSIER LIBAN	
■ La guerre des 33 jours	11
■ En route vers une dette illégitime	14
■ Agir ici contre la guerre	17
■ 12.000 à Bruxelles contre la guerre	18
INTERNATIONAL	
■ Cuba. Impressions...	19
JEUNES	
■ La rivoluzione sera mondiale	20
INTERNATIONAL	
■ Brésil. Heloisa Helena Presidente!	22
■ Mexique. Fraude lourde..	23
MEMOIRE	
■ Sur les traces de la révolution	24
■ Bois du Cazier	26
ARRÊT SUR IMAGE	27
BOUQUINAGES	27

Salle Dom Helder Camara

Rue Pléтинckx 19, 1000 Bruxelles
(Métro La Bourse).

En permanence :

Exposition, vidéos, traduction simultanée prévue en deux langues.

P.A.F. : 5 euros

Pour plus d'informations et pour s'inscrire, contactez :

cdenhond@yahoo.fr
+32 476/56.07.40

www.sap-pos.org

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.